

A map of Europe with the text "L'Europe" overlaid in the center. The map shows the outlines of the European continent, including the British Isles, Scandinavia, and the Mediterranean region. The text is in a simple, black, sans-serif font.

L'Europe

EUROPE

Carte physique

BOUNISMETRE
LIEUXMETRE



Popula tion	748 M	10%
Espace	10 M km ²	7,8%



Une civilisation européenne?

Traité de Lisbonne (1992): « L'Europe combine des éléments géographiques, historiques et culturels, qui ensemble, contribuent à l'identité européenne. Leur expérience partagée de proximité, d'idées, de valeurs et d'interactions historiques ne peut être condensée dans une formule simple et reste sujette à révision à chaque génération successive. Il n'est donc pas possible d'établir maintenant les frontières de l'Union européenne dont les contours se construiront au fil du temps. »





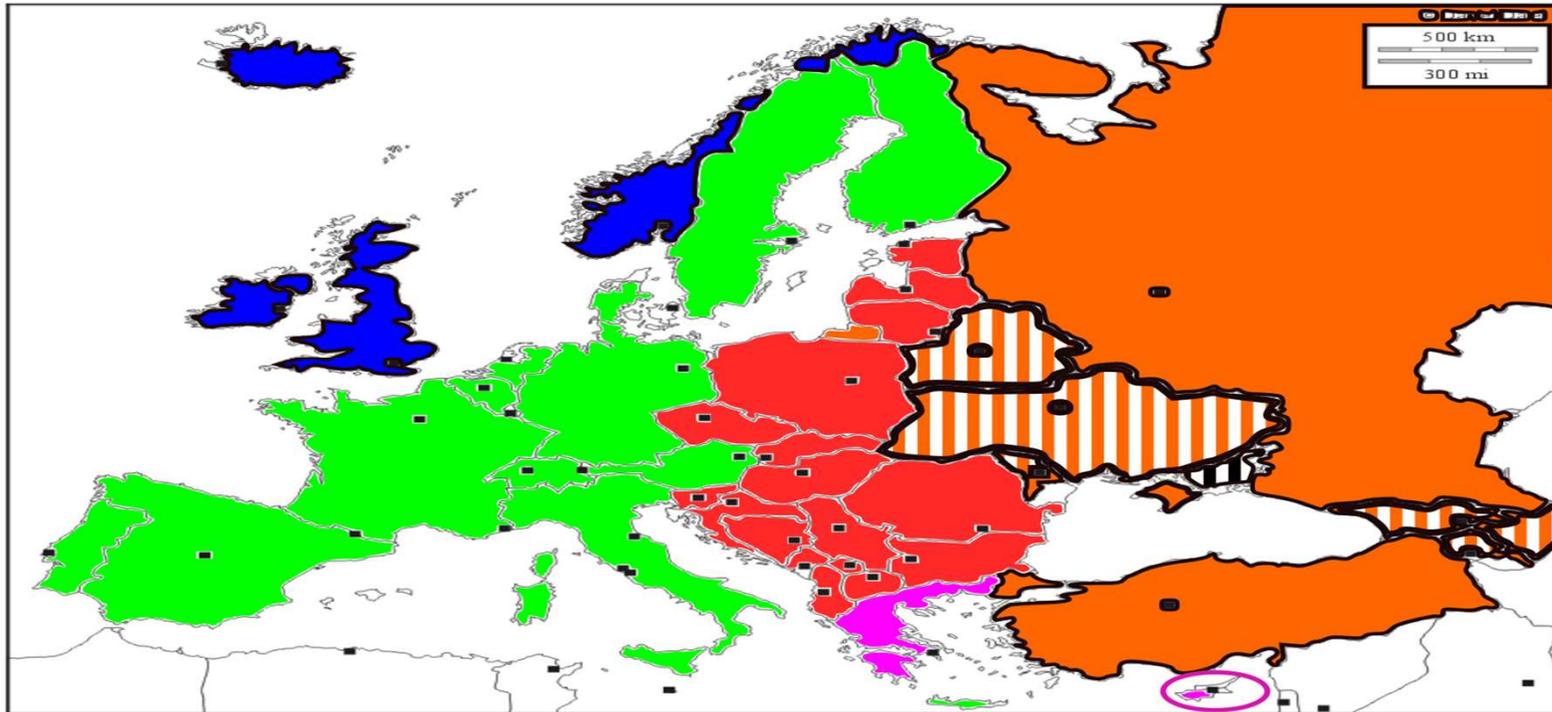
L'héritage culturel que partagent les Européens est le fruit d'une histoire commune. En effet, la majorité des pays d'Europe ont partagé plusieurs expériences :

- la civilisation grecque ;
- l'Empire romain et la mise en place d'un droit écrit ;
- le christianisme comme facteur structurant de l'Europe au Moyen Âge ;
- la naissance des universités à partir du XIIe siècle, avec une forte mobilité dans toute l'Europe des enseignants et des étudiants ;
- l'humanisme et le mouvement de la Renaissance ;
- la philosophie des Lumières, porteuse de progrès démocratiques et d'un idéal de liberté individuelle ;
- la révolution industrielle avec le développement du capitalisme et de la protection sociale ;
- les deux conflits mondiaux du XXe siècle qui ont accru l'exigence d'une paix durable, tandis que des siècles de guerres avaient déjà fait naître l'idée d'une unification européenne avant même le XXe siècle ;
- au-delà des guerres, l'expérience de la violence contre les populations civiles, avec par exemple l'Inquisition, les pogroms, les guerres de religion, le tout culminant avec l'Holocauste, ce qui a fait dire à Stéphane Hessel, ancien résistant déporté : "L'Europe est née à Buchenwald".
- Cet héritage commun a été consacré par le traité de Lisbonne qui mentionne "les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe" comme source d'inspiration pour la construction européenne (préambule du TUE).

Contrepoint:

Ferghane Azihari: « La civilisation européenne n'existe pas »://www.taurillon.org/la-civilisation-europeenne-est-tout-aussi-artificielle-que-les-nations-qui

Croquis: la civilisation européenne



 Le noyau occidental auquel on peut rattacher le monde scandinave, qui est le réceptacle de la culture fondée sur l'héritage antique, le christianisme romain et l'idée des Lumières.

 Les périphéries occidentale tournées vers l'Atlantisme et l'insularité ■

 - Le monde grec, différente par sa périphérie et par sa matrice religieuse orthodoxe.

 - Le centre : les anciennes républiques socialistes, de la Pologne au Balkan, marquées par les mondes grecs, russes et turcs.

 Le groupe entre le centre et la Russie et la Turquie : bien plus loin de l'influence greco-latine, chrétienne romaine et des idées des Lumières, où la modernité a été bien plus tardive, et fortement influencées par les mondes russes et turques.

 La Russie et la Turquie, entre destin européen et asiatique.

L'Europe hors de l'Europe: les territoires ultramarins.



Sur le continent

- Orange: États de l'Union européenne ayant des territoires ultramarins
- Yellow: Autres États de l'Union européenne

Dans les espaces ultramarins

- Red: RUP (régions ultrapériphériques) faisant partie de l'UE
- Green: PTOM (pays et territoires d'outre-mer) de l'Europe non intégrés à l'UE
- Blue: Zones économiques exclusives (ZEE) des États membres de l'UE
- Blue dashed arrow: Distance avec la métropole

(*) TAAF : Terres australes et antarctiques françaises

EUROPE

DE L' « EUROPE DES SIX » À L' « EUROPE DES TRENTE-QUATRE » ?

1958 Communauté économique européenne (CEE)



1973 CEE



1981 et 1986 CEE



1995 Union européenne (UE)



Les « Six » (pays fondateurs)

- France
- Allemagne de l'Ouest (RFA)
- Italie
- Belgique
- Pays-Bas
- Luxembourg

Les « Neuf »

- Royaume-Uni
- Irlande
- Danemark
- Norvège annule son entrée après la victoire du « non » (54%) au référendum d'accession.*

Les « Dix » puis les « Douze »

- 1981 Grèce
- 1986 Espagne
- Portugal
- Sortie du Groenland (Danemark) en 1985.*

Les « Quinze »

- Autriche
- Suède
- Finlande
- Nouvelle victoire du « non » à un référendum en Norvège (52%).*
- Allemagne de l'Est (RDA) intégrée à la RFA en 1990*

2004, 2007 et 2013 UE



2019 UE



Les « Vingt-cinq », « Vingt-sept » et « Vingt-huit »

- 2004 Estonie
- Lettonie
- Lituanie
- Pologne
- R. Tchèque
- Slovaquie
- Hongrie
- Slovénie
- Malte
- Chypre
- 2007 Roumanie
- Bulgarie
- 2013 Croatie

Les « Vingt-sept »

- Sortie du Royaume-Uni après le vote en faveur du Brexit (51,9%) lors du référendum de juin 2016.*

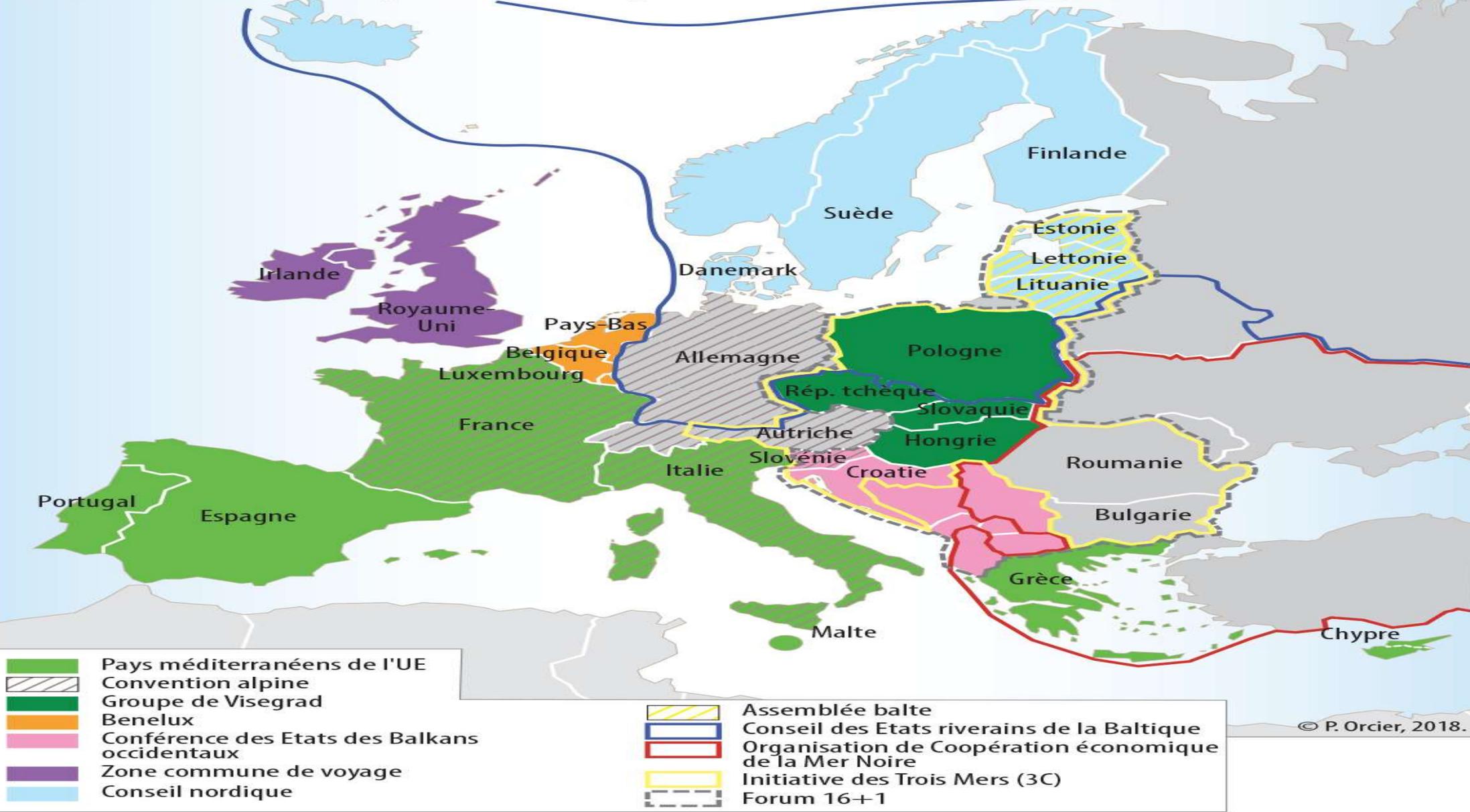
Et après ?



Les « Trente-quatre » ?

- Serbie
- Monténégro
- Turquie
- Macédoine
- Kosovo
- Albanie
- Bosnie-Herz.

Les associations et organisations régionales en Europe



Le projet européen de Sully, XVII^{ème} siècle.

Maximilien de Béthune, duc de Sully, fut l'un des principaux conseillers du roi Henri IV. Il propose dans ses *Mémoires* rédigées vers 1630 un premier projet européen, alors que l'Europe reste déchirée par la rivalité franco-espagnole et les guerres de religion.

Pour éliminer tout risque de guerre, Sully propose de redécouper l'Europe à l'exclusion de la Moscovie en quinze dominations : six royaumes héréditaires France, Espagne, Grande-Bretagne, Danemark, Suède et Lombardie ; six puissances électives papauté, Venise, Empire, Pologne, Hongrie, Bohême ; et trois républiques fédératives la République helvétique, la République d'Italie et la République des Belges. Ces quinze Etats seraient réduits à une égalité de territoire et de richesse. A cette recomposition politique correspondrait un meilleur équilibre religieux, les trois grandes confessions chrétiennes la catholique, la luthérienne et la calviniste jouissant de l'exercice libre et public du culte. Tous ces pays formeraient une confédération dirigée par six conseils particuliers et un conseil général qui réglerait les différends entre chaque souverain et ses sujets et ceux des Etats entre eux ; il n'y aurait plus ni révolutions ni de guerres. Cette " Europe des Quinze " désormais pacifiée devrait unir ses forces et tendre vers un unique but : la lutte contre les Turcs, qui, malgré leur défaite à Lépante en 1571, restent menaçants. Le conseil général fixerait le contingent en hommes et la contribution financière que chaque puissance devrait fournir. Il lèverait les troupes et l'argent, dirigerait les opérations militaires et présiderait au partage des conquêtes. Le Turc une fois vaincu, l'Europe jouirait de la paix universelle et perpétuelle.

Bernard Barbiche, *Historia*, 2001.

L'Europe avant l'Europe

Discours de Victor HUGO au Congrès de la Paix de 1849 :

Un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Petersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne (...). Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand Sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France.

Le projet Européen d'Aristide Briand

Le traumatisme de la première guerre mondiale relancent le projet européen, porté notamment par Aristide Briand. En 1929 à la demande conjointe des Français et des Allemands un mémorandum est rédigé sur un premier projet européen. La crise de 29 enterra le projet.

Il s'agissait donc ici de fonder une « Union européenne » (dont le terme même — qui entre alors dans l'Histoire — est très officiellement employé par les rédacteurs de ce document). Cette « Union européenne » serait une "entente régionale" réservée aux Etats européens membres de la SDN. D'après ses concepteurs, cette "fédération" serait fondée sur l'idée non pas d'unité mais sur l'idée d'union : "Assez souple pour respecter l'indépendance et la souveraineté nationale de chacun des Etats, tout en leur assurant à tous le bénéfice de la solidarité collective" (...) "pour le règlement des questions politiques intéressant le sort de la communauté ou de l'un de ses membres".

A la tête de cette « Union européenne », on trouverait un « organe représentatif directeur » composé des représentants de tous les gouvernements européens : la « Conférence européenne ». La présidence de cette « Conférence européenne » serait assurée annuellement et par roulement entre Etats membres (afin, nous dit-on "d'éviter toute prédominance en faveur d'un Etat européen par rapport aux autres"...).

En complément de cet organe décisionnel, serait créé un organe exécutif et "instrument d'action", le « Comité politique permanent » ainsi qu'un « Secrétariat permanent » : tous deux chargés d'assurer le fonctionnement administratif pratique de cette « Union européenne ». Et il était prévu que toutes ces institutions aient leur siège à Genève.

Plus concrètement, il s'agissait là de procéder à l'établissement d'un « Marché commun » pour obtenir et rendre possible "l'élévation au maximum du niveau de bien-être humain sur l'ensemble des territoires de l'union européenne" (ainsi que par la mise en valeur des régions économiquement moins développées). Ceci devant se faire par "un rapprochement des économies européennes", ainsi que par l'organisation de la production et des échanges européens, "par voie de libération progressive et de simplification de la circulation des marchandises, des capitaux et des personnes". D'où la nécessité de la mise en place d'une « Union douanière » (par abaissement progressif des tarifs douaniers...), d'où la nécessité d'une gestion collective des questions monétaires (même si on ne parle pas encore de monnaie commune, sinon unique) et d'où la volonté d'un contrôle plus étroit des cartels industriels.

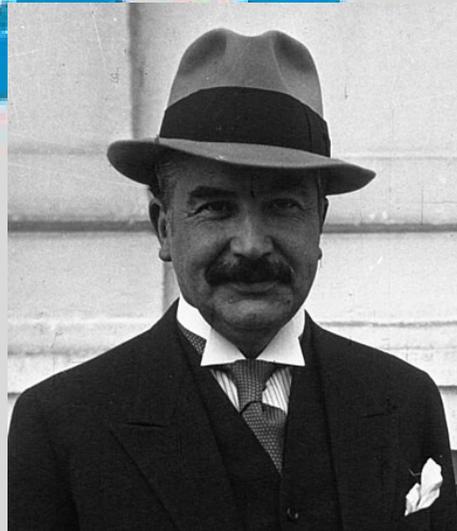
R. Blaise, Taurillon, 2008.

Tout l'article: <https://www.taurillon.org/aristide-briand-et-le-projet-d-union-federale-europeenne>

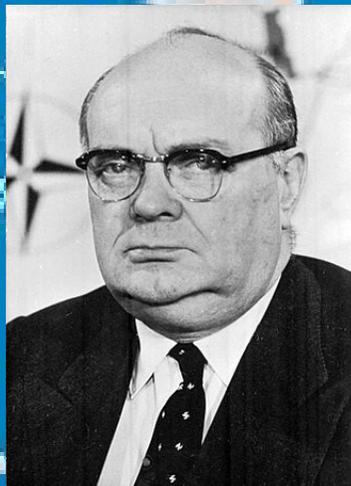
Les pères de l'Europe



Robert Schuman,
ministre et chef du
conseil français,
président du
Parlement européen.

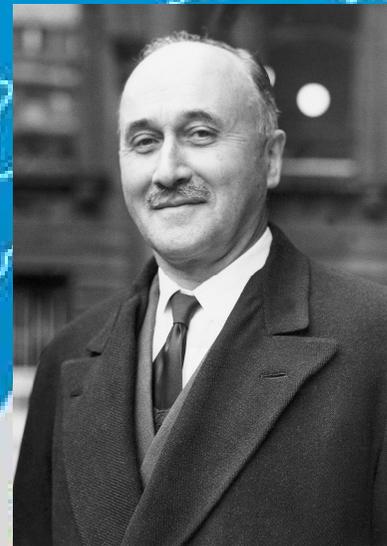


Joseph Beck, premier
ministre luxembourgeois

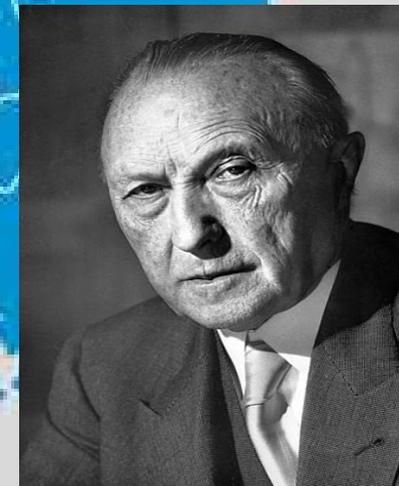


Paul-Henri
Spaak, premier
ministre belge.

Jean Monnet, haut
fonctionnaire français,
commissaire au plan,
président de la Haute
autorité de la CECA.



Alcide De Gasperi, président
du conseil italien



Konrad
Adenauer,
chancelier
allemand

La déclaration Schuman (9 mai 1950)

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre. L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose de porter immédiatement l'action sur un point limité, mais décisif :

Le Gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande du charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe. La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique. Cette production sera offerte à l'ensemble du monde, sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix. Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensable à l'établissement d'une communauté économique et introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.

La Haute Autorité commune chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire par les Gouvernements ; un Président sera choisi d'un commun accord par les autres pays adhérents. Des dispositions appropriées assureront les voies de recours nécessaires contre les décisions de la Haute Autorité.

De Gaulle et l'Europe: une Europe des Etats

Conférence de presse de 1962.

En 1962 De Gaulle présente sa vision de l'Europe lors d'une conférence de presse restée fameuse.



https://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_de_charles_de_gaulle_paris_15_mai_1962-fr-3b8ab11e-fce8-4dbc-a814-570bc16908eb.html#:~:text=Le%2015%20mai%201962%2C%20le,et%20%C3%A0%20du%20Volap%C3%BCK%20int%C3%A9gr%C3%A9s.

EUROPE

DE L' « EUROPE DES SIX » À L' « EUROPE DES TRENTE-QUATRE » ?

1958 Communauté économique européenne (CEE)



1973 CEE



1981 et 1986 CEE



1995 Union européenne (UE)



Les « Six » (pays fondateurs)

- France
- Allemagne de l'Ouest (RFA)
- Italie
- Belgique
- Pays-Bas
- Luxembourg

Les « Neuf »

- Royaume-Uni
- Irlande
- Danemark
- Norvège annule son entrée après la victoire du « non » (54%) au référendum d'accession.*

Les « Dix » puis les « Douze »

- 1981 Grèce
- 1986 Espagne
- Portugal
- Sortie du Groenland (Danemark) en 1985.*

Les « Quinze »

- Autriche
- Suède
- Finlande
- Nouvelle victoire du « non » à un référendum en Norvège (52%).*
- Allemagne de l'Est (RDA) intégrée à la RFA en 1990*

2004, 2007 et 2013 UE



2019 UE



Les « Vingt-cinq », « Vingt-sept » et « Vingt-huit »

- 2004 Estonie
- Lettonie
- Lituanie
- Pologne
- R. Tchèque
- Slovaquie
- Hongrie
- Slovénie
- Malte
- Chypre
- 2007 Roumanie
- Bulgarie
- 2013 Croatie

Les « Vingt-sept »

- Sortie du Royaume-Uni après le vote en faveur du Brexit (51,9%) lors du référendum de juin 2016.*

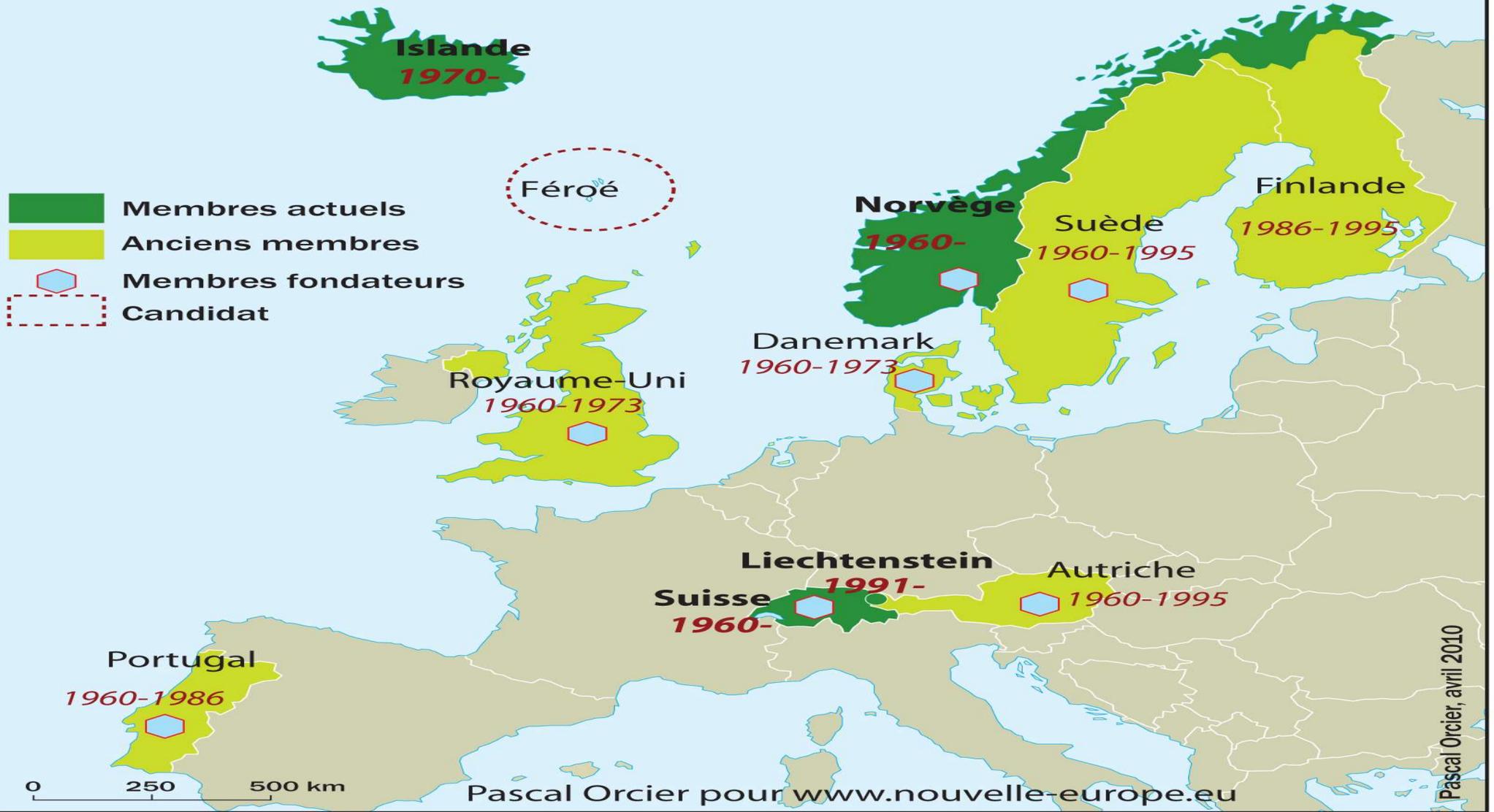
Et après ?



Les « Trente-quatre » ?

- Serbie
- Monténégro
- Turquie
- Macédoine
- Kosovo
- Albanie
- Bosnie-Herz.

L'Association Européenne de Libre Echange (AELE)



Les trois critères de Copenhague (1993)

Lors de la conférence de Copenhague, trois critères sont définis pour qu'un Etat puisse adhérer à l'UE.

- le critère politique : la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection.
- le critère économique : l'existence d'une économie de marché viable et la capacité à faire face aux forces du marché et à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union ;
- le critère de l'acquis communautaire: l'aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, et notamment à souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.

L'intégration et la croissance européenne dans les années de la CEE

Taux annuel de croissance 1960-70	RFA	France	Italie	Belgique	Luxembourg	Pays-bas	Moyenne des 6	Etats-Unis	Royaume-Uni
Général	4,8	5,8	5,7	4,9	3,4	5,1	5,3	4	2,8
Par habitant	3,7	4,7	4,8	4,3	2,6	3,8	4,3	3,7	2,2

Evolution de la part du commerce intra-CEE dans le commerce extérieur des pays membres (%)	1973	1988
RFA	48,2	54,1
France	57	61,6
Danemark	56	50
Royaume-Uni	33	50
Grèce	55	64
Irlande	76	74
Pays-Bas	73	75

Le traité de Maastricht (1992)

- **Création d'un vaste marché espace sans frontière, avec liberté de circulation des personnes, capitaux et entreprises : l'espace Schengen.**
- **Liberté d'établissement dans tous les Etats.**
- **Transparence des marchés publics qui implique l'harmonisation des normes nationales.**
- **Nouvelles politiques de coopération dans les domaines de la recherche et de la technologie.**
- **Reconnaissance européenne des diplômes et échanges étudiants (Erasmus).**
- **Renforcement des politiques de développement régional et durable.**

Les étapes de la monnaie unique

1970: Plan Werner sur la stabilité monétaire;

1979: Système Monétaire Européen, système de stabilisation paritaire des taux de change.

1988: plan Delors prévoyant la création d'une monnaie unique.

1999: introduction de l'euro.

2002: euro seule monnaie légale.

Les indicateurs de convergences économiques:

- Taux d'inflation en doit pas dépasser de 1,5 points le taux moyen des trois états les moins inflationnistes de la zone.
- Le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3% du PIB.
- La dette publique ne doit pas dépasser 60% du PIB.

...l'euro est aussi un espoir de renouveau pour une Europe frileuse, en mal d'adaptation à un monde où la suppression accélérée des entraves au commerce et l'ascension des pays émergents a débouché sur une concurrence sans merci. Car il ne s'agit pas seulement ce matin de troquer le franc, le mark ou la lire contre la monnaie unique, mais de faire de l'Europe une force nouvelle dans l'économie, le commerce et la finance mondiaux. Avec la réduction du coût des transactions, du risque de change et des incertitudes, une nouvelle puissance économique est-elle en train de se constituer sous le regard du reste du monde, qui n'a cru que tardivement à la naissance de l'euro ? La monnaie unique n'y suffira sans doute pas. Mais les restructurations bancaires, financières, industrielles qu'elle impose à l'Europe sont déjà bien entamées et la forcent à sortir de sa position défensive face à la mondialisation. »

Les Échos (France), 4 janvier 1999, p. 2.

The change is not entirely welcome for people who count the lira, franc, mark and other currencies as a part of a national character. Nor is it without substantive risks both politically and economically, as Britain's decision to opt out illustrates. (...) Difficult as it may be to embrace a change that robs countries of one more treasured distinction, the advent of the euro promises enough benefits to root for its success - for those both in and out of Europe. Already, the fiscal discipline imposed on those countries aiming for « Euroland » status has contributed to low inflation and stability in the European economy. When the euro becomes official on Friday, it should help make Europe a stronger trading partner by eliminating regional currency fluctuations as well as save untold sums and end inefficiencies of conversion costs. The switch to the euro cannot be minimized. It has the potential to create a mammoth, efficient, economic machine with one stable currency that will challenge the dollar as the world's reserve currency. »

San Francisco Chronicle (États-Unis), 30 décembre 1998.

..Certains rêvent déjà de voir la monnaie européenne détrôner le dollar dans les échanges mondiaux. Ce n'est pas impossible: le billet vert n'a-t-il pas montré l'exemple en détrônant la livre sterling au début du siècle? Quel serait l'avantage? Sur le plan économique, il est mince. (...) L'avantage est surtout politique. La monnaie comme symbole. Ce n'est pas rien: « Le rôle politique dominant des Etats-Unis dans le monde est intégralement lié à la position dominante du dollar. C'est cette domination que menace l'euro », s'alarme déjà William Pfaff, éditorialiste au Los Angeles Times. C'est en France que le match euro-dollar est le plus souhaité. Normal: la France est, avec les Etats-Unis, la seule grande nation se sentant depuis toujours une mission « universaliste ». Hier matin, dans le discours qu'il a prononcé avant de quitter Paris pour Bruxelles, Dominique Strauss-Kahn a insisté sur ce thème. « L'euro équilibrera le dollar, a déclaré le ministre français de l'Economie, et [...] permettra à l'Europe de proposer un modèle alternatif à tous ceux qui, dans les années qui viennent, de plus en plus nombreux dans le tiers monde, commenceront à chercher la voie démocratique qui leur convient le mieux. » »

Libération (France), 1e janvier 1999, p. 3.

L'euro, une monnaie trop forte?

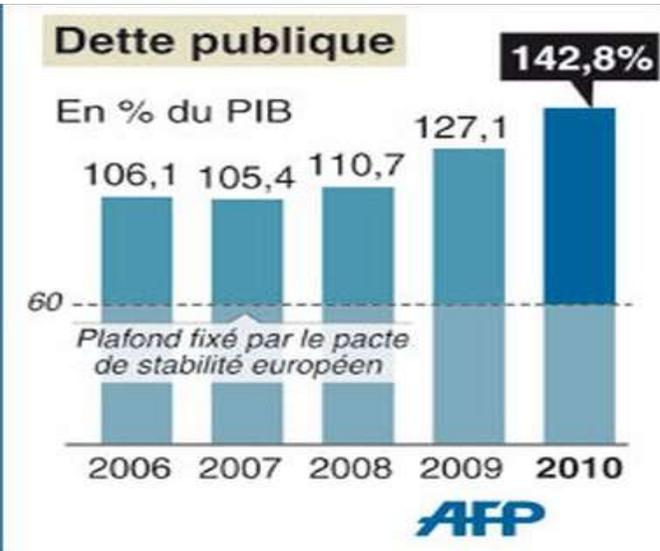
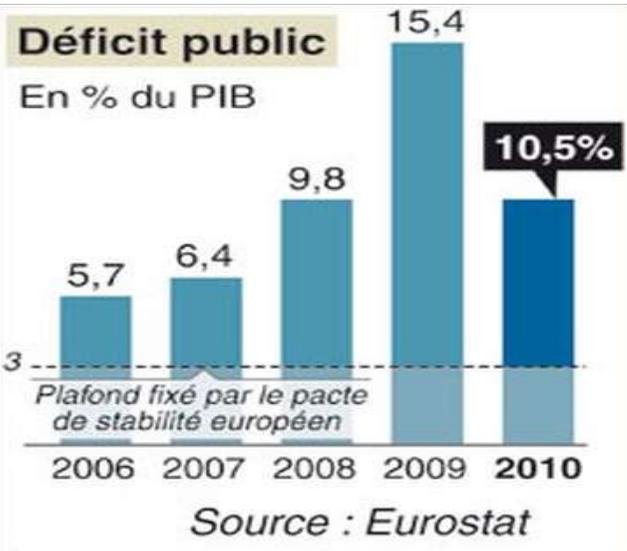
En 2007, Nicolas Sarkozy critiquait un euro trop fort et la volonté de la BCE de le maintenir à un cours élevé.

« Durant la campagne électorale, le candidat de l'UMP avait fustigé à de nombreuses reprises la politique d'euro fort. *"Une monnaie trop chère, c'est un inconvénient, ce n'est pas un atout"*, avait-il ainsi lancé fin mars. Il avait promis, en cas de victoire à l'élection présidentielle, de *"déclencher une offensive diplomatique"* pour affaiblir l'euro. *"Je demande qu'on puisse faire avec la monnaie unique ce que les Américains font avec le dollar, les Japonais avec le yen et les Chinois avec le yuan, a-t-il poursuivi. Est-ce trop demander que la BCE le fasse aussi en poussant l'euro à la baisse pour obtenir un cours de change plus raisonnable ?"*

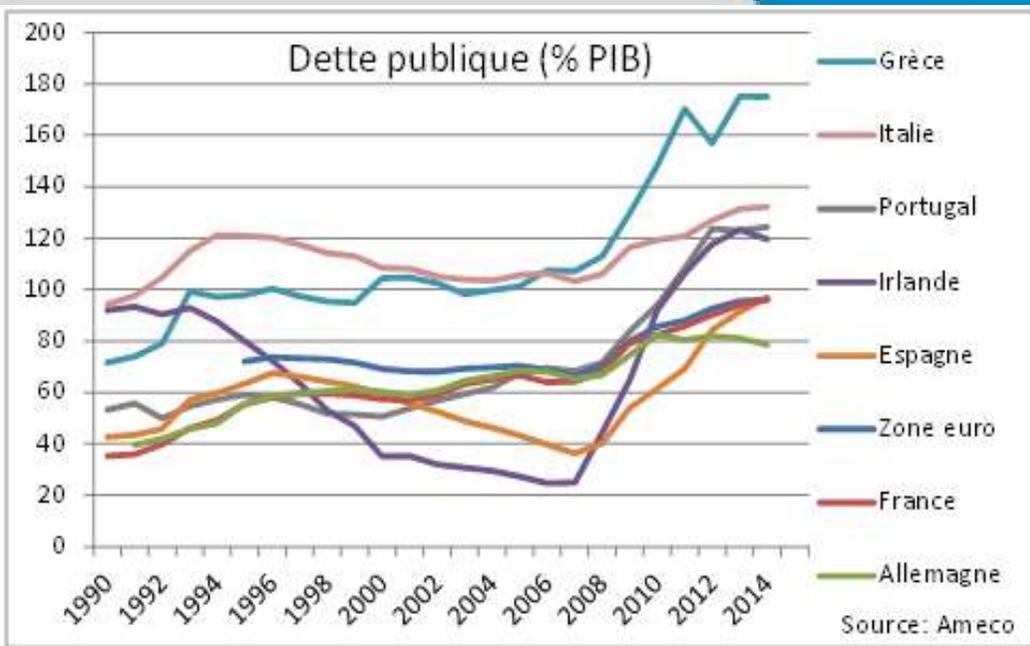
La position de M. Sarkozy hostile à l'euro fort ne paraît plus aussi isolée qu'il y a quelques semaines. Après être longtemps restés indifférents à la vigueur de la monnaie unique, des responsables européens commencent à s'inquiéter. *"On a peur d'un euro qui serait trop fort"* et des *"incidences sur les exportations"*, a déclaré, mercredi, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. *"C'est certain, la devise européenne peut, si elle continue à grimper, affaiblir les exportations"*, a-t-il ajouté. »

Le Monde, 2007.

Des critères non respectés



La Grèce, un cas extrême.



Le dumping fiscal de l'Irlande



Après des mois de tractation, l'Irlande a enfin accepté de signer l'accord proposé par l'OCDE sur la taxation des multinationales le 7 octobre 2021. Déjà signée par plus de 130 pays, cette réforme cherche à établir un taux d'imposition minimale mondiale de 15 % à tous les grands groupes. Dans le viseur de ce programme, on retrouve évidemment les grands acteurs du web que sont Apple, Google ou Facebook, tous installés en Irlande pour des raisons fiscales.

Google facture Google
Jusqu'ici, l'Irlande proposait l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus bas du monde, avec une taxation de seulement 12,5 %. Depuis des années, les géants du web, et d'autres multinationales y ont donc installé leur QG pour éviter de payer trop d'impôts. L'accord signé par Dublin va donc mettre fin au statut privilégié qu'avait le pays, et rendre plus compliquée l'optimisation fiscale opérée par les géants du web.

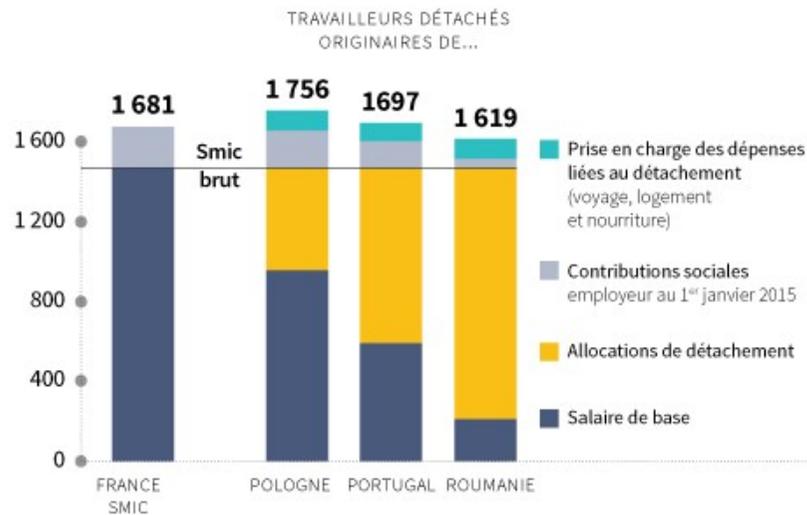
Le dumping social

Dans le cadre de la directive européenne de 1996, "tout travailleur qui, pendant une période limitée, exécute son travail sur le territoire d'un État membre autre que l'État sur le territoire duquel il travaille habituellement" doit être considéré comme détaché. Une entreprise dont le siège social est établi à l'étranger peut donc détacher temporairement des salariés en France pour une mission précise

En vertu des règles européennes qui doivent garantir une concurrence loyale et le respect des droits des travailleurs dans le cadre du marché unique, les travailleurs détachés dans un autre État membre sont soumis, pendant toute la durée du détachement, aux règles locales en matière de rémunération et de conditions de travail.

Plus haut, nous avons rappelé, et c'est le point litigieux, que les cotisations sociales et autres prélèvements de sécurité sociale ne sont pas applicables aux salariés détachés. Autrement dit, c'est le droit du pays d'origine des salariés détachés qui s'applique, ce qui permet à ces derniers d'être souvent bien plus compétitifs que leurs homologues français, même à salaire égal ! C'est la fameuse image d'Épinal du plombier polonais ou du maçon portugais qui pratiquent le dumping social dans l'hexagone (et bien entendu dans toute l'UE)...

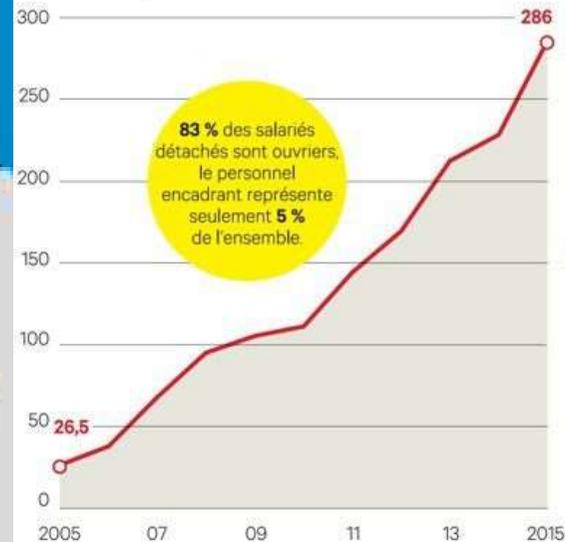
COMPARAISON DU COÛT DU TRAVAIL EN FRANCE ENTRE TRAVAILLEURS NATIONAUX ET DÉTACHÉS, EN EUROS



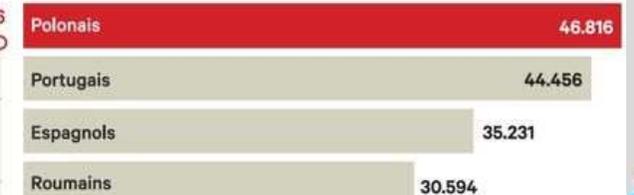
SOURCES : COMMISSION EUROPÉENNE ; DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Les travailleurs détachés en France

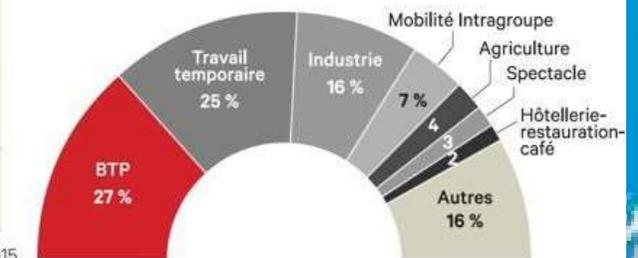
Salariés déclarés, en milliers :



Les quatre premières nationalités des salariés en 2015



La répartition sectorielle des déclarations en 2015



* LES ÉCHOS / SOURCE : COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

- 
- Angela Merkel durcit le ton sur les eurobonds. Mardi 26 juin, à la veille de sa rencontre avec François Hollande pour préparer le sommet européen des 28 et 29 juin, elle a assuré aux députés de sa coalition qu'elle s'opposerait à ces euro-obligations *"aussi longtemps qu'[elle] vivrai[t]"*.
 - **• Qu'est-ce qu'un eurobond ?**
 - C'est l'une des solutions avancées pour lutter contre la crise de la dette en Europe : les eurobonds sont un système d'emprunt en commun entre les 17 pays de la zone euro. Actuellement, chaque pays emprunte de son côté quand il a besoin de lever des fonds, et le taux d'intérêt dépend de la santé économique du pays en question et en particulier du niveau de sa dette. Avec les eurobonds, les obligations seraient donc émises au niveau européen avec un taux d'intérêt unique, qui serait une moyenne de ceux auxquels les différents pays membres se financent.
 - Cela donnerait une bouffée d'air aux pays en difficulté, Grèce, Espagne, Italie, Portugal, qui peinent à se refinancer en raison des taux élevés auxquels ils sont soumis.
 - **• Pourquoi Angela Merkel y est-elle opposée ?**
 - *"Quand je pense au sommet, ce qui m'inquiète est qu'il y aura toutes sortes d'idées de mutualisation de la garantie des dettes souveraines et trop peu d'idées pour plus de contrôle des finances des Etats de la zone"*, a expliqué Angela Merkel. Avant tout, Berlin veut imposer *"plus de contrôle"* et pense que les eurobonds, au contraire, risqueraient de finir par déresponsabiliser les Etats les plus dépensiers. En bref, tant que des mesures de contrôle ne sont pas adoptées, l'Allemagne s'opposera fermement aux eurobonds.
 - Seconde raison : pour l'Allemagne, les eurobonds ne présentent aucun intérêt. Car les émissions se feraient à un taux supérieur à celui qu'elle obtient aujourd'hui.
 - Enfin, Angela Merkel doit ménager le Bundestag, l'Assemblée allemande, pour qu'il ratifie, vendredi 29 juin, le Mécanisme européen de stabilité.

La mutualisation des dettes européennes.

Pour le jour de son anniversaire, Angela Merkel avait peut-être imaginé un agenda moins chargé. Vendredi 17 juillet, c'est à Bruxelles que la chancelière allemande devait fêter ses 66 ans, à l'occasion d'un sommet européen qui, pour elle, notamment, revêt une importance toute particulière. D'abord, parce que c'est son pays qui, depuis le 1^{er} juillet et jusqu'au 31 décembre, occupe la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE). Ensuite parce que c'est elle qui, avec le président français, Emmanuel Macron, a inspiré le plan de relance de 750 milliards d'euros que la Commission européenne souhaite faire adopter, si possible lors de ce sommet, par les vingt-sept membres de l'UE.

Les débats s'annoncent houleux, mais la chancelière a choisi son camp, après une conversion aussi fulgurante que profonde, quand on garde en tête sa prudente attitude lors du naufrage de la Grèce voici dix ans. A l'époque, il n'était pas question pour elle d'aider Athènes sans être sûr de réformer en profondeur un pays considéré comme « pécheur » sur le plan budgétaire. Des tergiversations qui avaient précipité la crise des dettes souveraines au sein de la zone euro.

Il y a encore quatre mois, personne n'aurait d'ailleurs imaginé M^{me} Merkel promouvoir un tel plan de relance, financé par l'émission d'une dette commune et faisant une part plus large aux subventions (500 milliards d'euros) qu'aux prêts (250 milliards d'euros). Au Conseil européen du 26 mars, c'est un non catégorique que la chancelière allemande avait opposé aux neuf pays, dont la France, l'Espagne, la Grèce et l'Italie, qui, la veille, avaient signé une lettre appelant à la mise en place d'« *un instrument de dette commun* » afin d'aider les pays touchés par la pandémie.

L'intégration politique de l'UE: les grands traités.

1992: traité de Maastricht.

1997: traité d'Amsterdam

2001: traité de Nice

2005: échec du projet de Constitution Européenne.

2007: traité de Lisbonne.



Le traité de Maastricht: l'acte de naissance d'une Europe politique.

Maastricht (92) constitue ainsi un véritable tournant, transformant la CEE en UE, dont le nom souligne la dimension politique. Les innovations principales sont :

- L'instauration d'une citoyenneté européenne (tous les citoyens de l'UE ont droit de vote aux municipales et aux européennes dans toute l'Europe).
- L'élargissement des compétences : à la dimension sociale, cohésion économique et sociales, recherche-développement, environnement.
- L'union économique et monétaire à travers un espace de libre-circulation des capitaux, des hommes et des entreprises (Schengen).

Le traité de Lisbonne

Le traité de Lisbonne de 2007 est le dernier grand traité européen, et l'un des plus importants.. Il est adopté à la suite de l'échec du projet de Constitution européenne, rejetée par les Français et les Néerlandais. S'il est une étape très importante d'approfondissement politique de l'UE, il pose cependant un problème de légitimité, car il reprend en grande partie le projet de constitution, pourtant rejeté par les peuples.

Doter l'UE d'un exécutif incarné:

- Une personnalité juridique de l'UE qui peut désormais conclure un accord international dans tous ses domaines de compétence.
- Une présidence permanente du Conseil européen, élue pour deux ans et demi ainsi qu'un haut représentant de la politique étrangère européenne.

Permettre à l'UE, menacé de paralysie, de fonctionner à 27:

- La simplification du processus de décision à la majorité qualifiée dans de nombreux domaines, notamment judiciaire et policier.
- Le nombre de commissaires est réduit, correspondant aux 2/3 des Etats membres (18) et on plus 2 pour chaque Etat.

Développer le fonctionnement démocratique de l'UE et l'Etat de droit:

- La possibilité d'initiative citoyenne : un texte recevant plus d'un million de signatures dans plusieurs états invite la commission à proposer cette proposition au Conseil et au Parlement.
- Le rôle du parlement est renforcé, ses prérogatives élargis notamment au domaine budgétaire.
- La charte des droits fondamentaux acquiert une force juridique contraignante (sauf Pologne et R-U).

La lutte contre le changement climatique devient une priorité.

LE CONSEIL EUROPÉEN



LE CONSEIL DE L'UE



LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE



LA COMMISSION EUROPÉENNE



LE PARLEMENT EUROPÉEN



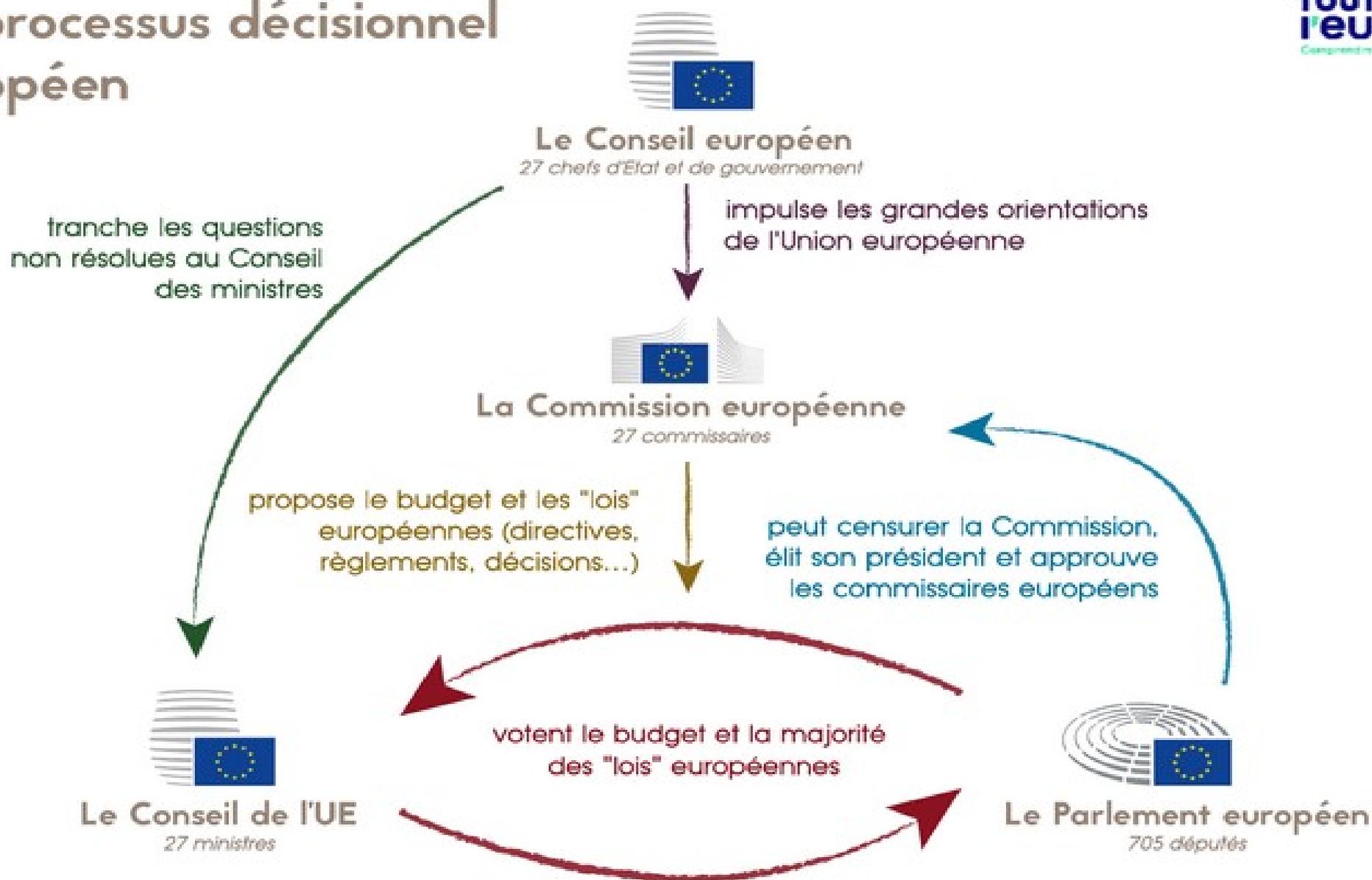
LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE



TRIANGLE
INSTITUTIONNEL



Le processus décisionnel européen



L'évolution institutionnelle: trois axes majeurs

L'affaiblissement de la Commission.

- 1957: Commission voulue comme véritable exécutif fédéral.
- 1967-1974: vote à l'unanimité bloque les décisions de la Commission.
- 1974: institutionnalisation du Conseil européen, qui devient l'exécutif.
- 92 et 97: Maastricht et Amsterdam imposent la co-décision. Le Parlement doit désormais valider et amender les propositions de la commission.

La montée en puissance du Parlement.

- 1979: élection des députés au suffrage universel, surcroît de légitimité démocratique.
- 1992 et 1997: principe de co-décision
- 2007, traité de Lisbonne: le Parlement participe à l'élaboration du budget européen

L'évolution du processus de décision au profit de décisions communes

- 1957: vote à l'unanimité impose la souveraineté des Etats.
- 1965: politique de la chaise vide renforce l'unanimité.
- 1986: l'acte unique réintroduit à la majorité qualifiée dans quelques domaines.
- Maastricht, Amsterdam, Nice (2001), Lisbonne étendent les domaines du vote à la majorité qualifiée. Seuls les domaines de la défense, de la fiscalité, des affaires étrangères, de la sécurité sociale restent à l'unanimité.
- Le traité de Nice et de Lisbonne établissent à la double majorité, d'Etats et de population.
- 2014 :une proposition venant de la commission doit être adoptée par 55% des membres du conseil représentant 65% de la population de l'Union, une minorité de blocage devant par ailleurs rassembler au moins 4 membres.

Une Europe à plusieurs vitesses?

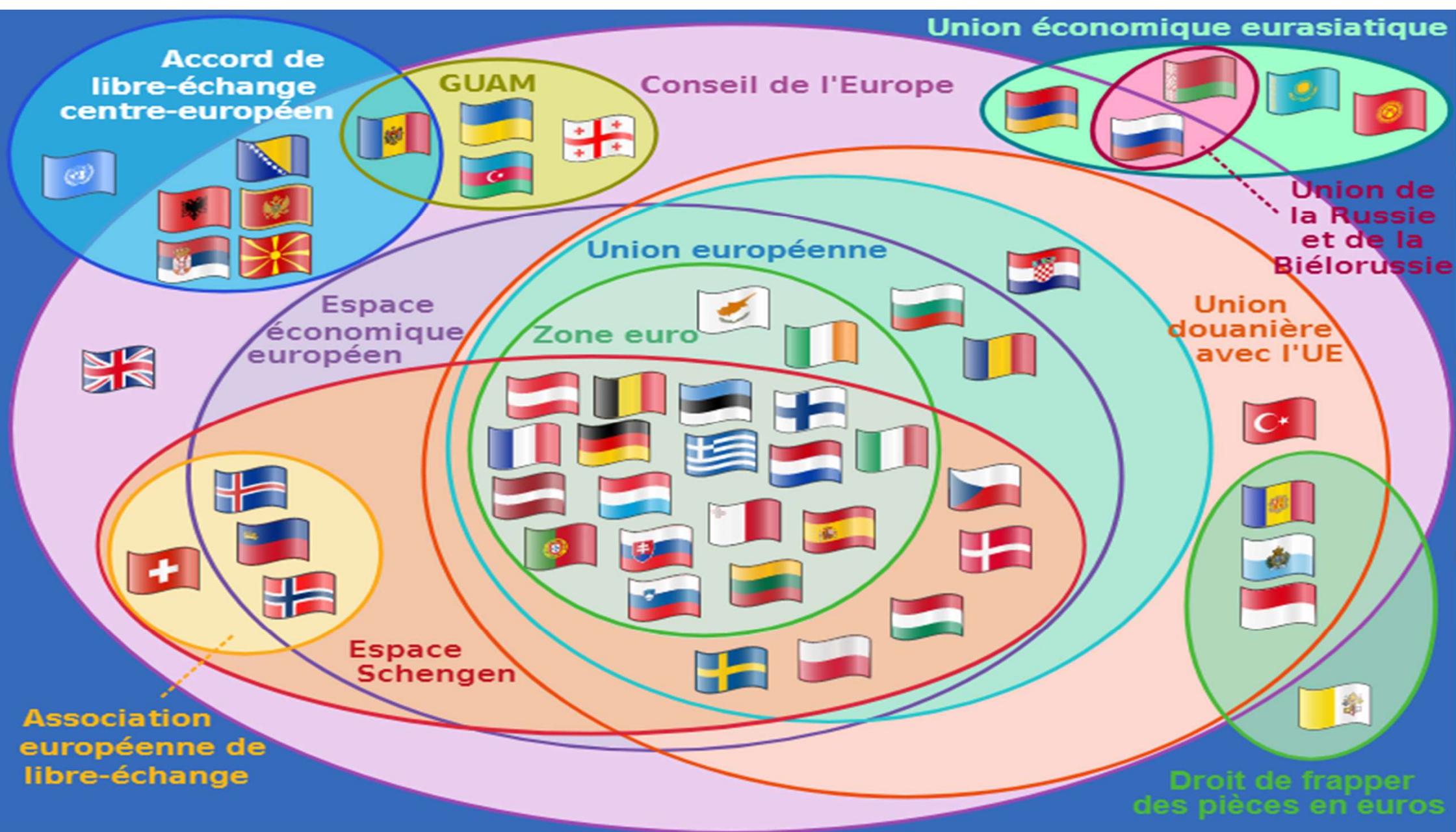
Deux principes:

Principe de l'opting-out traité de Maastricht: droit de retrait.

Principe de coopération renforcée, traité d'Amsterdam: permet aux Etats désireux d'aller plus avant dans l'intégration de le faire sans attendre les autres lorsque les décisions sont bloquées. Pour ne pas entraîner un éclatement de l'UE, la coopération doit rassembler au moins 9 membres, et être adoptée par le Conseil et le Parlement.

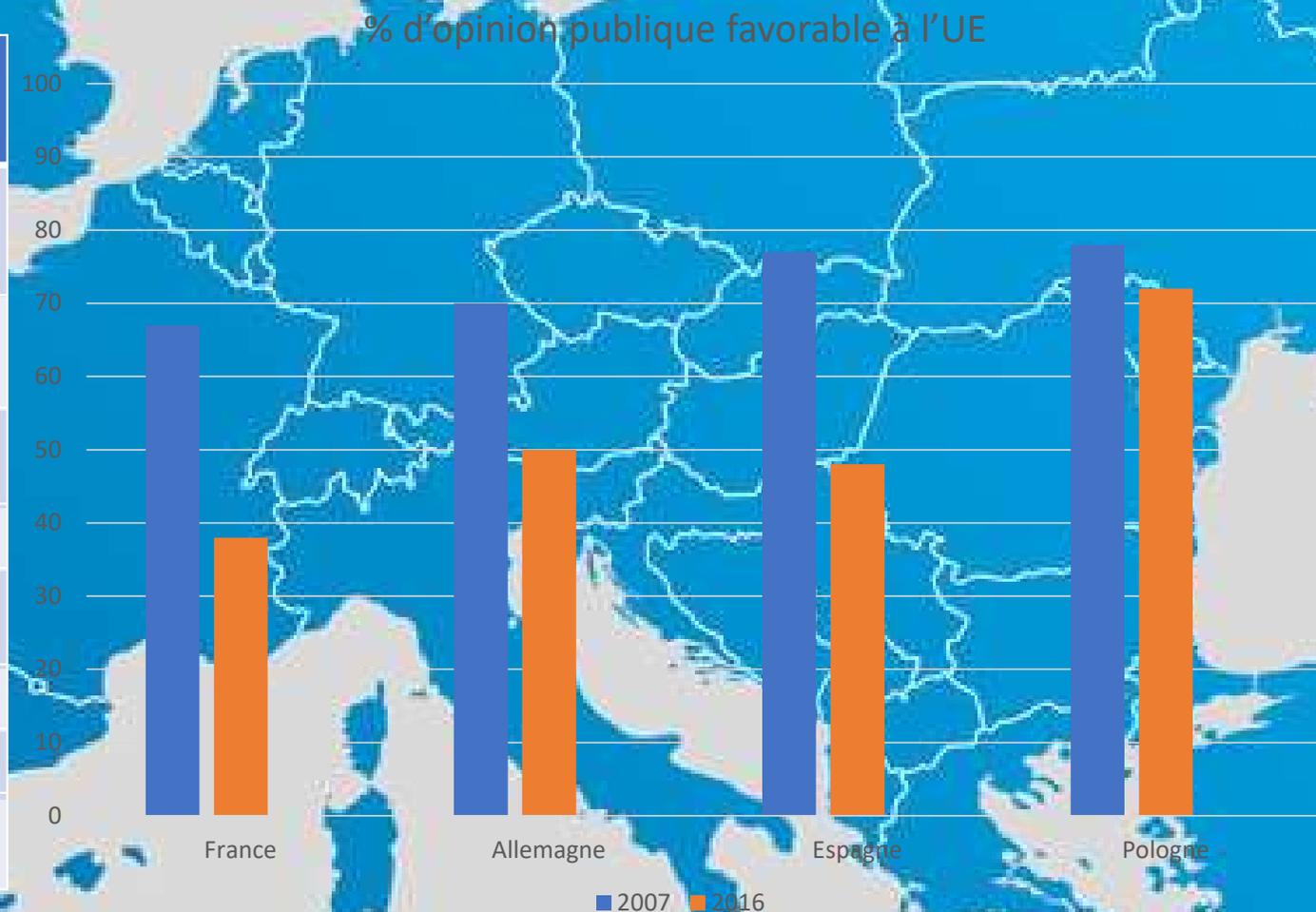
Nourrissent deux visions:

- L'Europe à la carte : lancée en 91 par Thatcher, l'idée est que l'Europe doit reposer sur des politiques et valeurs communes minimales, chaque état décidant sur ses bases de poursuivre ou non et adopte un statut particulier. Cette vision est souvent défendue par des Etats désirant en réalité le minimum d'uniformisation de l'UE.
- L'Europe des cercles concentriques : apparue dans les années 2000 lors des discussions sur l'euro, cette théorie voit l'Europe comme une série de cercles concentriques intégrées de façon croissantes. Au centre se trouveraient l'avant-garde de l'Europe, qui correspond peu ou prou à l'Europe des 6 ; puis au fur et à mesure on trouverait des cercles de pays moins intégrés, qui seraient cependant à terme dévolus à intégrer le premier cercle. Cette vision est critiquée par els nouveaux arrivants, notamment de l'est, qui ont l'impression de n'être pas des membres de pleins droits.



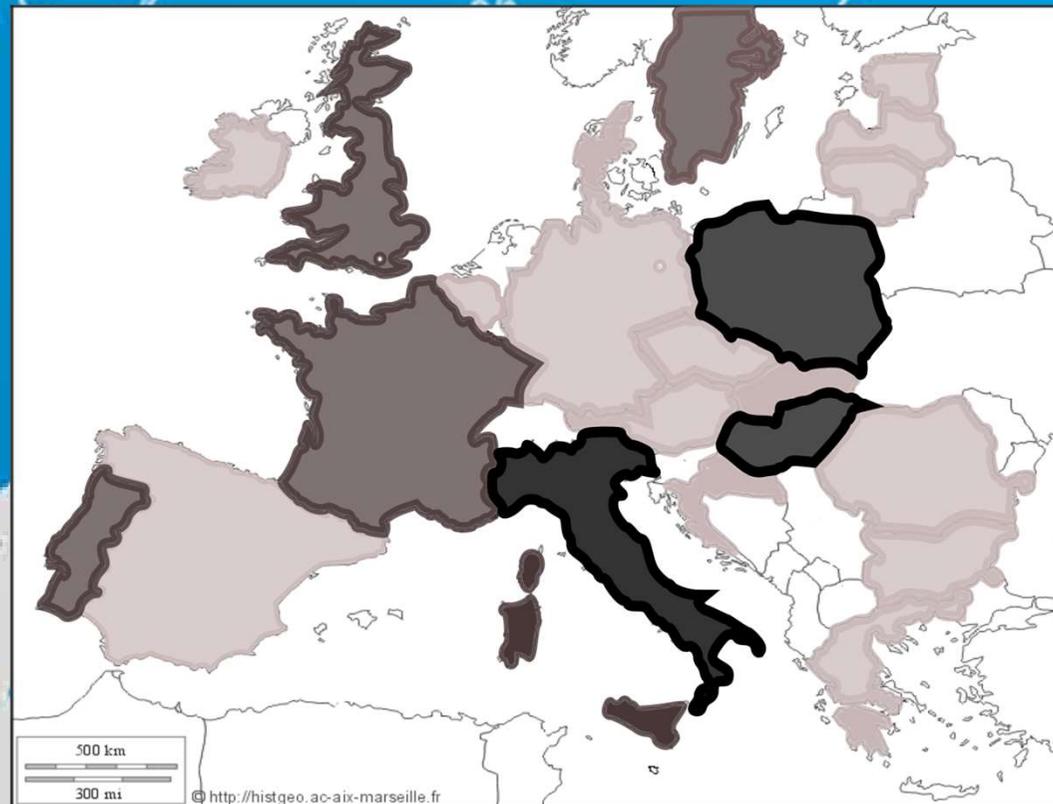
La montée de l'Eurosepticisme

Taux d'abstention aux élections européennes			
	2009	2014	2019
Moyenne UE	57	57,4	49
Allemagne	56,7	52,1	38,6
France	59,1	56,5	49,9
Danemark	40,5	43,6	34
Espagne	54,2	54,1	35,7
Lituanie	79	55,1	46,9
Roumanie	72,8	67,8	63,1



Les partis eurosceptiques

Part des voix en faveur des partis eurosceptiques
aux élections européennes de 2019



entre 4 et 20%

entre 20 et 40%

plus de 40%

Le populisme, socle de l'eurosepticisme.

Selon Pierre Rosenvallon, Une Histoire du populisme, 2016, le populisme se définit notamment par:

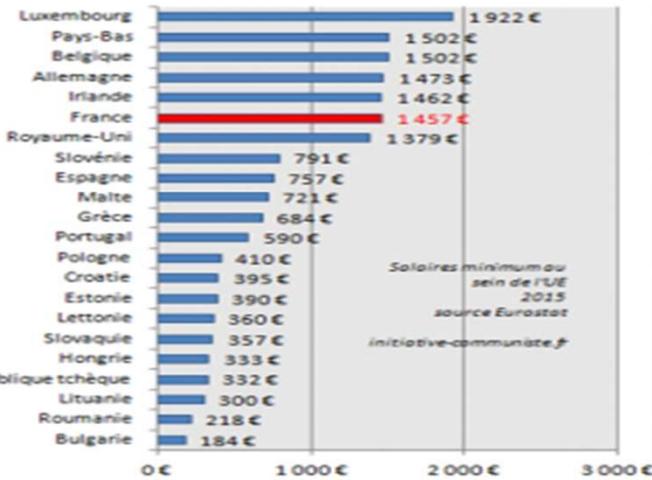
- la défiance à l'égard des partis politiques, jugés corrompus et défendant leurs intérêts propres ou celle d'une élite sociale et économique, et d'un jeu politique jugé obscur et technocratique. L'Europe fait ici figure de bouc émissaire classique, lointaine et technocratique : la complexité de son droit, la nécessité du compromis permanente viennent alimenter les critiques d'une structure élitiste. Pour contourner ce système politique l'appel direct au peuple par un chef à travers le référendum est privilégié, dans une démocratie d'acclamation. Au sommet un leader fort et charismatique est souhaité.
- Un mouvement social qui critique les élites au nom du « peuple », et se veut être le peuple, avec une notion de laissé-pour-compte et de détresse sociale et économique réelle ou au moins vécue. Cette critique des élites se fait à l'échelle nationale mais aussi européenne.
- Un mouvement économique fondé sur le national-protectionnisme, centré sur le patriotisme économique, en donnant la priorité à une main d'œuvre-nationale, et qui peut dériver en un mouvement identitaire nationaliste. L'Europe et ses politiques libérales sont là encore au centre du viseur, avec notamment les problèmes liés aux mobilités humaines (migrations, travailleurs détachés, etc...)

L'Euroscepticisme de gauche

UNION EUROPÉENNE = DUMPING SOCIAL ET GUERRE CONTRE LES SALAIRES !

Délocalisations, travailleurs détachés, libre circulation des biens et des capitaux, concurrence "libre et non faussée"...

POUR S'EN SORTIR, IL FAUT EN SORTIR !



PRCF - www.initiative-communiste.fr - @PRCF_

Les causes de la victoire des populistes en Europe de l'Est.



Viktor Orbán, chef du parti populiste Fidesz, Premier ministre de Hongrie depuis 2010.



Jarosław Kaczyński, chef du parti populiste Droit et Justice polonais, dirigeant de fait de la Pologne depuis 2015.

- **Un problème migratoire et identitaire : double problème d'immigration et d'émigration.**
- **Un problème économique : un discrédit du modèle libéral après la crise de 2008.**
- **Un problème culturel : la libéralisation culturelle de la société a heurté une population restée encore très conservatrice.**

Les décisions illibérales de la Pologne et de la Hongrie

- **Prise de contrôle des contre-pouvoirs et remise en cause de l'Etat de droit: nomination de juges inféodés au pouvoir, prise de contrôle des media et mise en place d'une propagande d'Etat.**

Exemple: suppression des droits publicitaires et nouvelles taxes pour les media d'oppositions, suppression de leurs licences pour « déontologie », rachat par des proches du pouvoir.

- **Mise en place de lois sociales remettant en cause les valeurs européennes, notamment sur la protection des minorités et des femmes.**

Exemple: remise en cause de l'IVG en Pologne (loi anti avortement 2020)

- **Refus de suivre les injonctions européennes au nom des « intérêts nationaux ».**

Exemples: - refus d'accueillir les quotas de migrants depuis 2015 par la Pologne et la Hongrie.

- cour suprême polonaise qui remet en cause le principe de primauté du droit européen sur le droit national.

Pologne-UE: l'épreuve de force

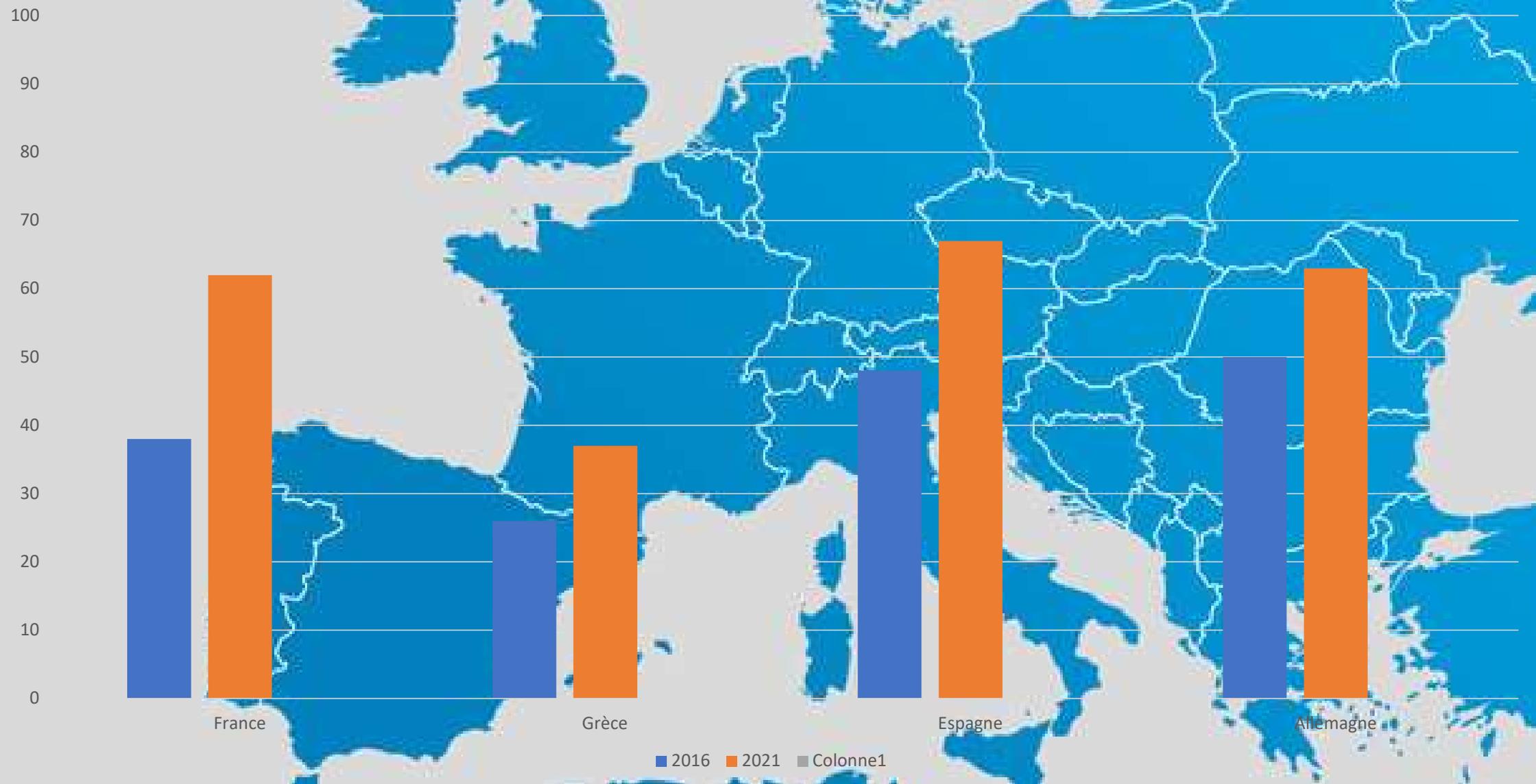
L'UE est engagée dans un bras de fer depuis plusieurs années avec le gouvernement conservateur nationaliste au pouvoir à Varsovie à propos de ses réformes judiciaires, accusées de saper l'indépendance des juges. La Pologne a été condamnée à plusieurs reprises par la CJUE (cours de justice de l'UE). Le conflit s'est aggravé avec une décision en juillet du Tribunal constitutionnel polonais déclarant non conformes à la Constitution les décisions de la CJUE à propos des réformes judiciaires polonaises. Les tensions se sont encore accrues le 7 octobre, quand la cour constitutionnelle a contesté la suprématie du droit européen en jugeant certains articles des traités de l'UE incompatibles avec la Constitution du pays.

Bruxelles exige de la Pologne qu'elle fasse cesser les activités de la « chambre disciplinaire » des juges, conformément à une décision de la CJUE qui lui reproche son manque d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. La Pologne a déjà été condamnée par la justice européenne à des astreintes : le 27 octobre, à un million d'euros par jour pour faire cesser le fonctionnement de la controversée chambre disciplinaire de la Cour suprême ; en septembre, à 500 000 euros par jour pour l'obliger à fermer une mine de lignite. Mais Varsovie a exprimé son refus de payer.

Le 22 décembre, l'UE a lancé une procédure d'infraction selon l'article 7, qui prévoit la suspension des aides versée par l'Union et à terme celle du vote de la Pologne, une véritable « arme nucléaire » selon Bruxelles. Cette procédure a cependant peu de chance d'aboutir: longue, elle demande au final un vote à l'unanimité, pour lequel la Hongrie a déjà annoncé qu'elle voterait contre. .

Le Monde, 2021.

% d'opinion favorable à l'UE



Le retour de l'euro-enthousiasme?

C'est un vent de fraîcheur qui souffle sur l'Europe, et qui ravit jusqu'à Bruxelles. De Copenhague à Madrid, de Paris à Prague, l'euro-enthousiasme semble de retour, loin du désamour vécu il y a quelques années. L'Union Européenne rassure, attire, séduit de nouveaux, jusque dans le camp des plus eurosceptiques. Pour cela, elle peut paradoxalement remercier ces plus féroces contempteurs. Le Brexit et les malheurs des Britanniques, les attaques brutales de Donald Trump ont permis de serrer les rangs, soulignant la fragilité d'une Europe qu'on pensait insubmersible. Mieux, ou pire, l'agression russe a rappelé que l'Union restait cet espace de liberté et de droit, et la chance que possédait ses membres de vivre en paix depuis plus de 60 ans. Rien de mieux qu'un ennemi commun pour souder les esprits. Mais il ne faut pas tout mettre sur le dos de Boris Johnson et Vladimir Poutine. L'Union Européenne a su aussi se renouveler. La fin de la crise économique, la montée en puissance du parlement européen, les grands procès contre les GAFAM menés par une Europe moins naïve et plus protectrice ont aussi porté leur fruit.

Mais si l'Union va mieux, ce redoux apparaît plus comme un sursis. A elle d'en profiter pour se réinventer et susciter l'adhésion et l'enthousiasme qu'elle mérite.

Les Echos, 2022

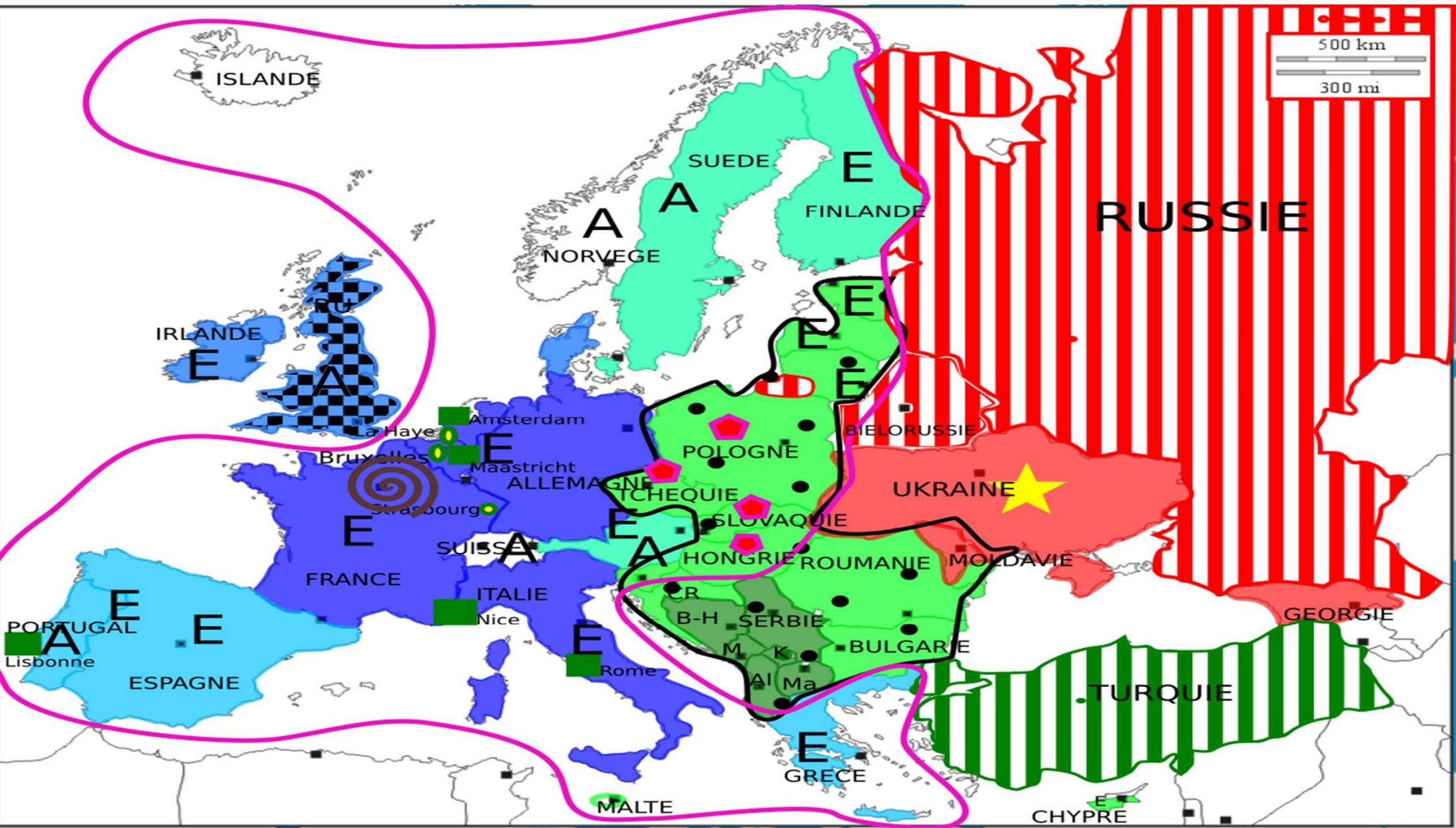
Recréer l'enthousiasme européen

Enjeu de prestige, un programme de vol habité démontrerait que l'Europe est encore capable de faire rêver.

Emmanuel Macron donnera-t-il, lors du sommet spatial de Toulouse, l'impulsion politique à un futur programme de vols habités européens? De Josef Aschbacher, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA) à Thomas Pesquet, en passant par les industriels, tous militent actuellement en faveur d'un tel programme. L'Europe a besoin de projets *«inspirants»*, tels que *«l'exploration spatiale habitée»*, avaient déclaré, mi-novembre, les 22 États membres de l'ESA, dans leur *«Manifeste de Matosinhos»*.

L'enjeu est de taille. *«Les États-Unis, la Chine et la Russie mais aussi l'Inde, très prochainement, ont tous un vaisseau pour envoyer des astronautes dans la future zone économique qui est la Lune, et demain, Mars et au-delà. L'Europe n'a pas de capacité en propre de vols habités en orbite basse ou pour des missions d'exploration. C'est la réalité»*, alerte Josef Aschbacher. Du coup, l'Europe dépend des autres et se voit obligée de négocier des places à bord du vaisseau russe Soyouz, du Crew...

Le Monde, 2022.



Le poids de la France dans les institutions européennes

- Parlement siège à Strasbourg.
- 79 députés européens.
- 15% des fonctionnaires européens (2^{ème})
- Des dirigeants des plus hautes instances: tous les présidents de la CECA, deux présidents de la Commission (dont Jacques Delors, figure emblématique), un commissaire au portefeuille important (actuellement Pierre Moscovici aux affaires économiques et financières), deux des 4 présidents/es de la BCE (actuellement Christine Lagarde), trois présidents/es du Parlement (dont deux femmes, Simone Veil et Nicole Fontaine).
- Deuxième contributeur au budget européen.

La France, moteur d'une Europe de la défense

d'après B. Hirondele, L'armée française, 2008.

La France est sans conteste le pays de l'Union européenne, avec la Belgique, qui a le plus porté, avant même le début de la construction européenne, l'idée d'une défense européenne qui soit l'affaire des Européens et milité pour que l'Union européenne se dote d'un volet militaire avec, notamment, la Communauté européenne de défense (CED) dans les années 1950, puis les plans Fouchet dans les années 1960. Après ces échecs, la politique du général de Gaulle est fondée sur le principe de l'indépendance nationale, qui se traduit par la sortie des structures militaires intégrées de l'OTAN. Si le développement de la PESD trouve son origine dans le tournant britannique de Saint-Malo, lorsque Tony Blair franchit le « rubicon de la défense européenne », l'Europe de la défense est depuis cinquante ans un projet français. La politique de la France à l'égard de la défense européenne s'inscrit en outre dans un objectif de transformation du système international passant par l'affirmation d'une Europe indépendante sur la scène internationale : dépassement des blocs de la guerre froide pendant les années 1960 ; recherche d'un monde multipolaire depuis la fin de la guerre froide ; rééquilibrage de la relation transatlantique au profit des Européens comme fil rouge.

Depuis la fin de la guerre froide, le projet d'une défense européenne est constamment mis en avant par la France, avec plus ou moins d'intensité selon le contexte européen et transatlantique. Le changement le plus important au cours des années 1990 réside dans le fait que la France plaide pour que la défense s'inscrive dans la dynamique de l'intégration européenne, d'abord sous la forme d'un rapprochement entre l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et l'UE, puis sous la forme d'une politique de l'Union avec la PESD. Lors de la négociation de Maastricht, si la création de l'Union économique et monétaire (UEM) est « l'objectif primordial », la France fait du développement d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), et à terme d'une défense européenne, une priorité. La PESC préserve l'ambition française d'une véritable autonomie européenne dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité par rapport à l'OTAN en intégrant l'UEO à l'UE. Les projets en matière de défense européenne se heurtent, lors de la Conférence intergouvernementale de 1990 comme lors de celle de 1996 préparant le traité d'Amsterdam, à l'opposition d'une coalition composée des États plus atlantistes ou attachés à leur neutralité.

À partir du sommet franco-britannique de Saint-Malo en décembre 1998, la France a joué un rôle décisif dans le lancement puis le développement de la PESD. Elle s'est employée à rester leader dans toutes les initiatives en matière de défense européenne, tantôt avec l'Allemagne dans le domaine institutionnel, tantôt avec le Royaume-Uni dans le volet capacitaire. La PESD se concrétise entre 1999 et 2007 avec la mise en place d'institutions européennes pour la gestion militaire des crises (Comité politique et de sécurité, Comité militaire de l'UE, état-major de l'UE), la définition d'un objectif global de projection d'une force de réaction rapide de 60 000 hommes (*Headline Goal*), le processus d'amélioration des capacités, le développement du volet civil de gestion des crises, la finalisation des accords dits de Berlin, plus, entre l'Union européenne et l'OTAN, la conduite d'une quinzaine d'opérations militaires menées par l'Union en Afrique et dans les Balkans.

Le couple franco-allemand



Le déséquilibre du couple franco-allemand

En mars dernier, deux clichés ont résumé à eux-seuls les visions du monde qui se sont opposées au cours de la campagne présidentielle. Sur le premier, Emmanuel Macron et Angela Merkel discutent à la Chancellerie à Berlin. Sur le second, Marine Le Pen sourit à Vladimir Poutine sous les ors du Kremlin à Moscou. La victoire d'Emmanuel Macron n'annonce pas de rupture de la politique étrangère française, mais une volonté de continuer la construction européenne, sérieusement ébranlée par des crises à répétition. Comme l'a dit Peter Altmaier, chef de la Chancellerie, sa victoire prouverait « que la France et l'Europe peuvent gagner ensemble ». Il ne fait guère de doute qu'elle offre une occasion unique de redémarrer un « moteur franco-allemand » qui a calé au cours du dernier quinquennat. Cependant, il serait intellectuellement erroné et politiquement dangereux de se couler dans les bonnes vieilles habitudes franco-allemandes, qui ont souvent consisté à masquer les divergences structurelles par des déclarations d'intention.

L'asymétrie franco-allemande n'a cessé de s'accroître sous Nicolas Sarkozy et François Hollande aussi bien sur le plan politique qu'économique. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la France. Cette dernière est le deuxième partenaire commercial de l'Allemagne (derrière la Chine) et accuse un déficit commercial de 46 milliards d'euros en 2016 avec elle. La dette publique française s'élève à 97% du PIB ; la dette publique allemande s'élève à 71% du PIB. La France a un taux de chômage de 10% (24% chez les jeunes) et l'Allemagne de 6%. Sans multiplier les chiffres, une évidence s'impose : la France a décroché économiquement et entretient l'illusion que son poids politique en Europe la dispenserait de conduire les réformes attendues par ses partenaires.

Cette dynamique est le préalable indispensable à toute ambition européenne en matière de sécurité et de défense. Là aussi, les divergences structurelles ont été masquées. La France consacre presque 1,8% de son PIB à sa dépense militaire, alors que l'Allemagne y consacre environ 1,2%. Le décalage opérationnel entre les deux armées n'a cessé de s'accroître en raison du niveau d'engagement des forces françaises et du faible aguerrissement des forces allemandes. En s'abstenant en 2011 lors de l'opération de l'OTAN en Libye sous l'égide de Paris et de Londres, Berlin a manifesté ses fortes réticences face à l'interventionnisme militaire de ses alliés.

Après le *Brexit* et l'élection de Donald Trump, l'élection d'Emmanuel Macron crée une opportunité unique pour retrouver une dynamique franco-allemande et relancer la construction européenne. Encore faut-il, de part et d'autre, vouloir la saisir.

La relance du couple franco-allemand

Dans leur nouveau rapport, les expertes de l'ECFR **Ulrike Franke et Jana Puglierin** analysent le potentiel de coopération du couple franco-allemand et exposent les rôles respectifs de l'Allemagne et de la France dans l'UE – présentant dans quelle mesure ces deux pays sont considérés comme meneurs par les autres Etats membres, ainsi que l'état de la relation de travail entre la France et l'Allemagne.

Quand la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron ont annoncé leur soutien à un plan de 500 milliards d'euros pour aider à la relance économique de l'Europe, ce n'était pas tout à fait François Mitterrand et Helmut Kohl se donnant la main à Verdun. Il n'empêche que l'accord franco-allemand auquel ils sont parvenus le 19 mai 2020 a tout d'historique, puisqu'il symbolise l'abandon par l'Allemagne de son refus catégorique d'accepter tout grand emprunt européen.

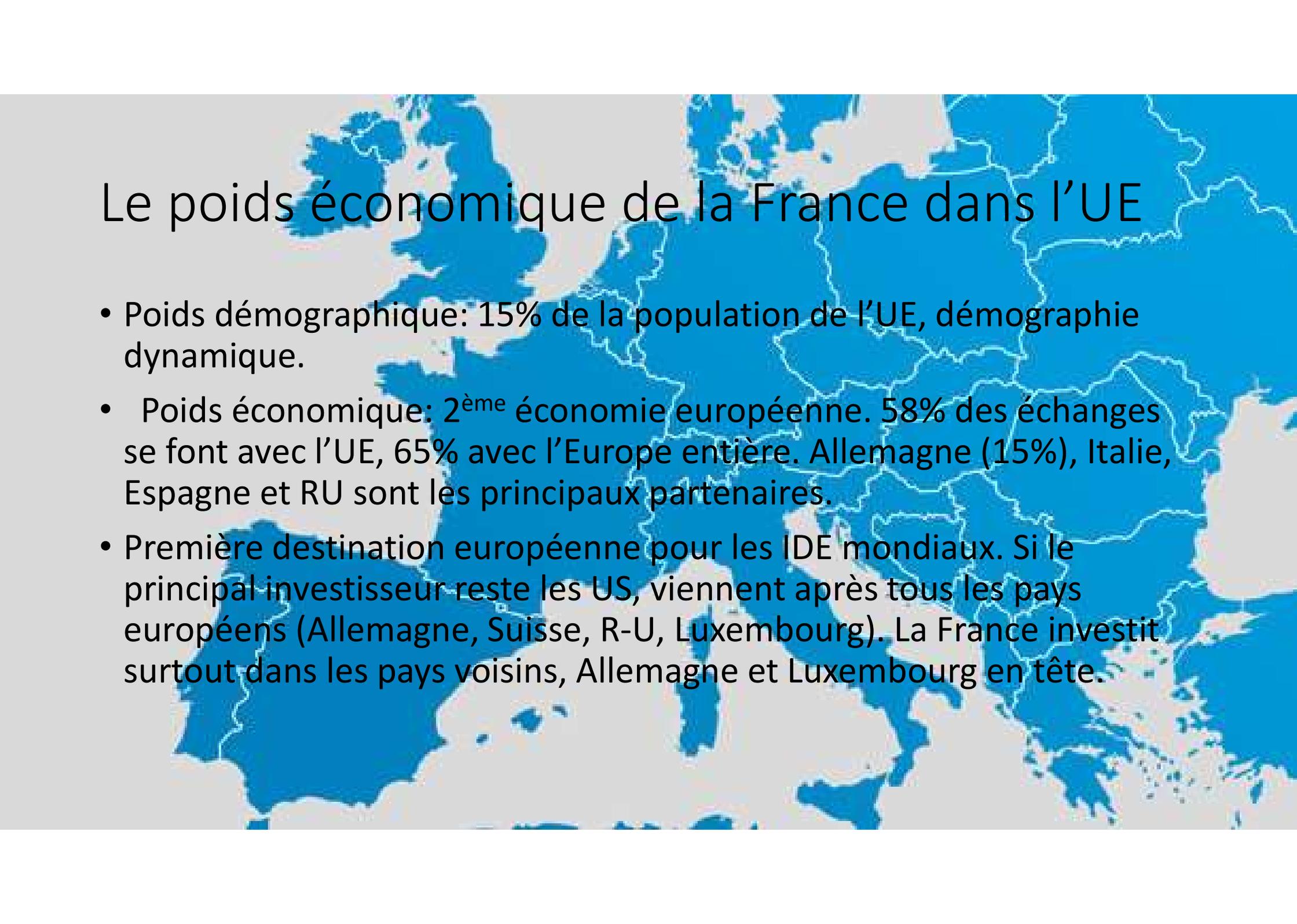
La déclaration conjointe entre Mme Merkel et M. Macron, aussi simple qu'elle ait pu paraître de prime abord, est une initiative courageuse. Elle a servi de rappel sur l'efficacité de la France et de l'Allemagne – quand elles travaillent ensemble et se mettent au centre de l'Europe – à influencer le débat et, potentiellement, à faciliter l'accord entre les autres Etats membres de l'Union européenne (UE).

Après plusieurs années durant lesquelles le moteur franco-allemand tournait à vide, cette initiative concernant une question interne à l'UE a été largement célébrée. Elle a également soulevé une question importante : la France et l'Allemagne pourraient-elles prendre la tête d'initiatives aussi ambitieuses et tournées vers l'avenir en matière de politique étrangère ?

La France, isthme européen



Le poids économique de la France dans l'UE

A map of Europe with France highlighted in red. The rest of the map is in shades of blue and grey.

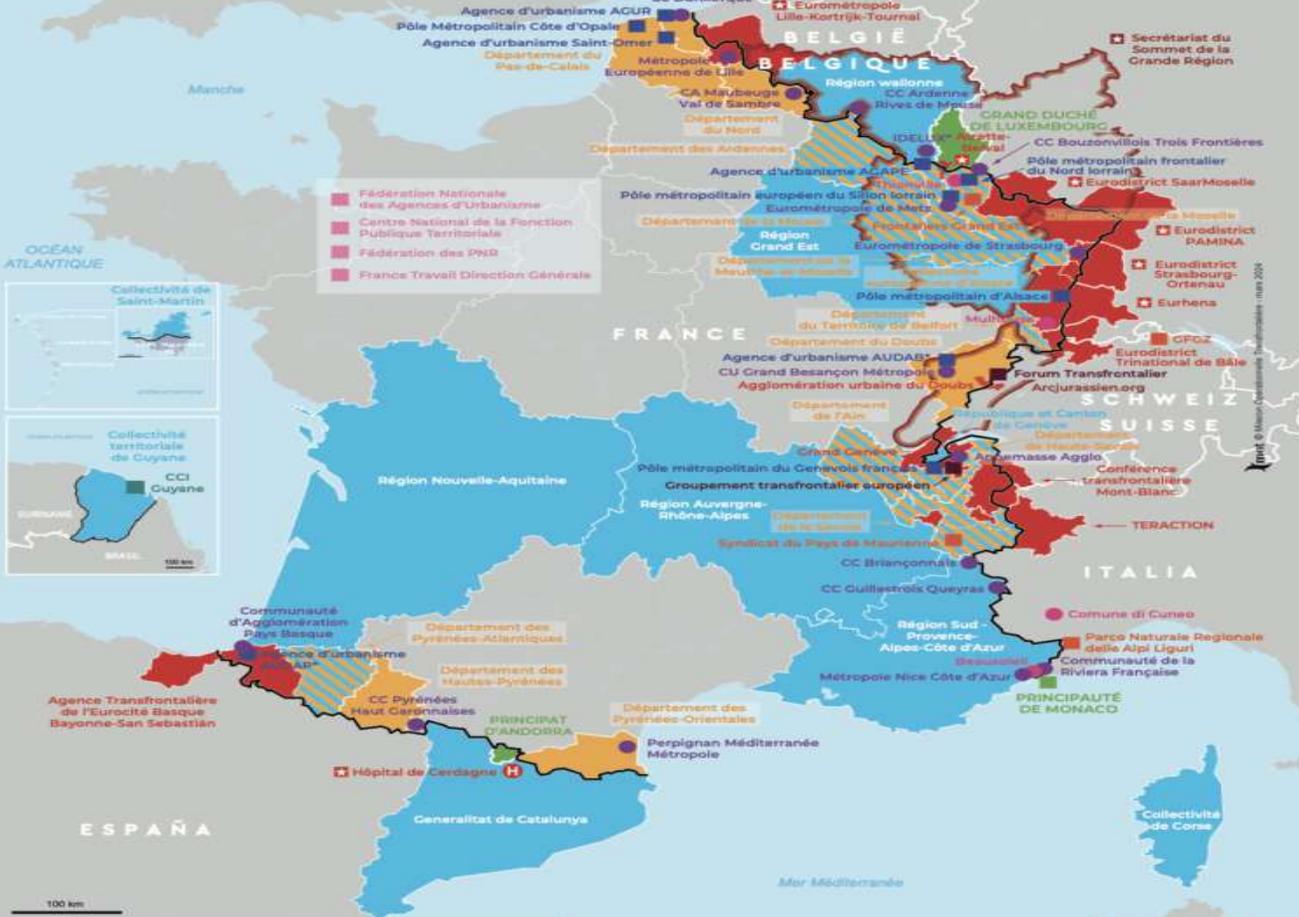
- Poids démographique: 15% de la population de l'UE, démographie dynamique.
- Poids économique: 2^{ème} économie européenne. 58% des échanges se font avec l'UE, 65% avec l'Europe entière. Allemagne (15%), Italie, Espagne et RU sont les principaux partenaires.
- Première destination européenne pour les IDE mondiaux. Si le principal investisseur reste les US, viennent après tous les pays européens (Allemagne, Suisse, R-U, Luxembourg). La France investit surtout dans les pays voisins, Allemagne et Luxembourg en tête.



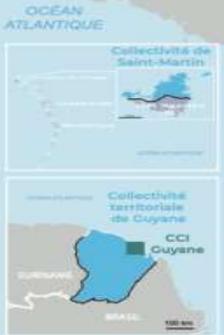
Réseau de la Mission Opérationnelle Transfrontalière

ROYAUME-UNI

DEUTSCHLAND



- Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme
- Centre National de la Fonction Publique Territoriale
- Fédération des PNR
- France Travail Direction Générale



- ### Catégorie d'adhérents
- Etats
 - Régions, cantons ou communautés autonomes
 - Départements ou provinces
 - Groupements plurinationaux de collectivités territoriales
 - Groupements de collectivités territoriales
 - Communes
 - Entreprises et CCI
 - Fédérations et agences nationales
 - Agences d'urbanisme et pôles métropolitains
 - Associations de personnes morales et autres structures



L'UE, une chance pour l'économie française.

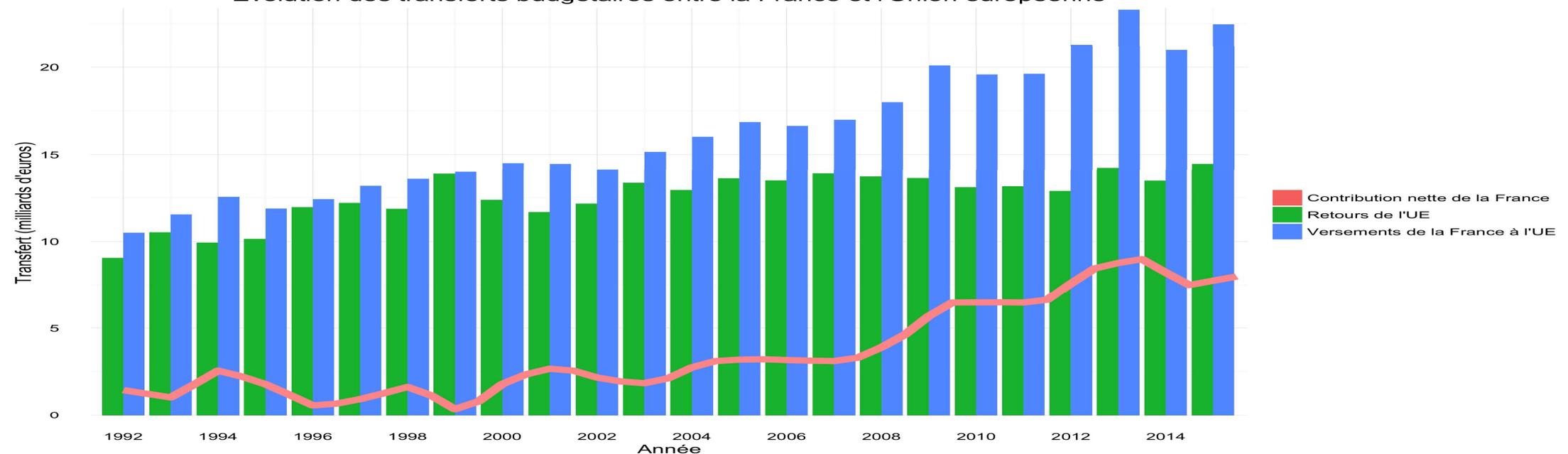
Fonds structurels

PAC (premier budget européen) France, premier receveur d'aide.

Moyenne volume des fonds structurels 2010's 13 milliards

Fonds 2021 (avec plan de relance) 40 milliards.

Evolution des transferts budgétaires entre la France et l'Union européenne



Source : Rapports financiers de la Commission européenne

L'UE, soutien de l'innovation

Le programme phare de l'Union européenne en la matière, pour la période de 2021 à 2027, est le nouveau programme-cadre pour la recherche et l'innovation (PCRI) « Horizon Europe » et ses composantes (il succède au précédent programme « Horizon 2020 » qui couvrait la période 2014-2020). Son budget est de 95,5 milliards d'euros.

L'objectif général du programme est de générer un impact scientifique, technologique, économique et sociétal à partir des investissements de l'Union dans la R&I, afin de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'Union et de favoriser la compétitivité de l'UE dans tous les États membres, y compris celle de son industrie, de concrétiser les priorités stratégiques de l'Union, de contribuer à la réalisation des objectifs et des politiques de l'Union et de répondre aux problématiques mondiales, notamment en poursuivant les Objectifs de Développement Durable conformément aux principes du programme 2030 et de l'accord de Paris, et de renforcer l'Espace Européen de la Recherche (EER). « Horizon Europe » se divise en trois piliers :

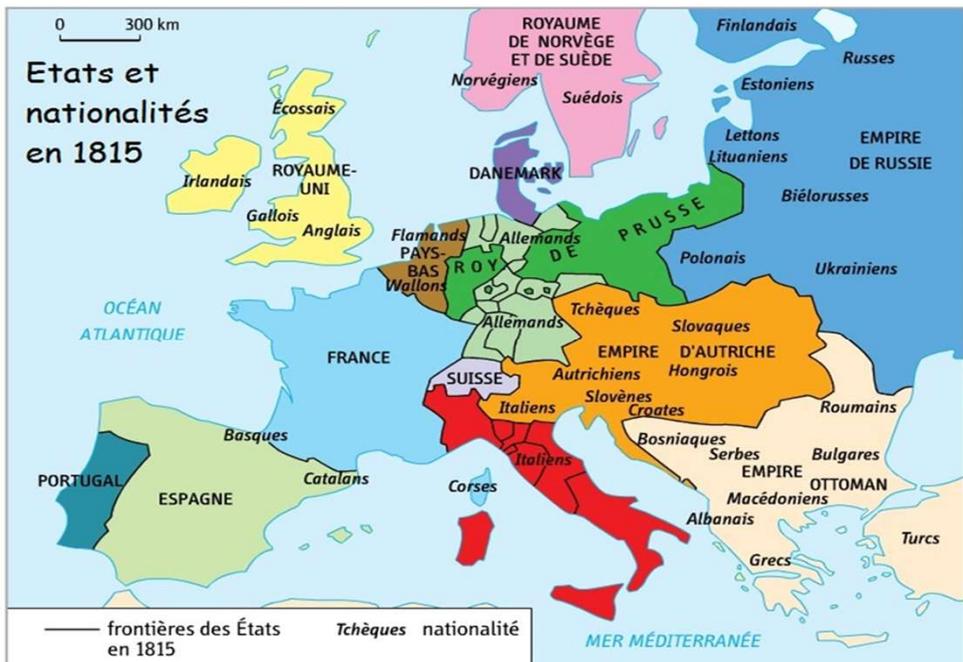
1. L'Excellence scientifique (ex. Conseil européen de la recherche, infrastructures de recherche) ;
2. Problématiques mondiales et compétitivité industrielle européenne (ex. numérique, industrie et espace ; climat énergie et mobilité, etc. Centre commun de recherche) ;
3. Europe innovante (ex. Conseil européen de l'innovation, Écosystèmes européens d'innovation).

Le programme maximise ainsi la valeur ajoutée de l'Union en mettant l'accent sur les objectifs et les activités qui peuvent être réalisées efficacement non par des actions isolées des États membres mais dans le cadre d'une coopération. Le soutien de l'UE à la recherche et à l'innovation est porteur de valeur ajoutée en encourageant entre des équipes de recherche de pays et de disciplines différents une coopération cruciale pour permettre des découvertes décisives.

Le chip act et les megafab en France

Un nouveau site de production de semi-conducteurs devrait voir le jour sur le sol français, alors que le monde fait face à une pénurie de ces composants électroniques critiques et que l'Europe essaie de s'imposer sur le marché.

- C'est officiel. Le français STMicroelectronics et l'américain GlobalFoundries **ont annoncé** lundi (11 juillet) la création d'une nouvelle usine en France, spécialisée dans les semi-conducteurs en 300 mm et notamment basés sur la technologie FD-SOI — *Fully Depleted Silicon On Insulator*, censée allier haute performance et économie d'énergie.
- Elle devrait également permettre de prendre en charge toute une gamme de puces électroniques, jusqu'à celle mesurant 18 nm, composants critiques dans l'automobile et dans l'IoT par exemple.
- « *Nous avons pour objectif de faire de cette nouvelle usine un leader de la fabrication durable de semi-conducteurs. La nouvelle usine est conçue pour être 10 à 20 fois moins émettrice de gaz à effet de serre que les projets similaires en Europe et dans le reste du monde* », a déclaré Jean-Marc Chery, PDG de STMicroelectronics.
- Cette unité de fabrication, située à proximité de l'usine déjà existante de STMicroelectronics à Crolles, près de Grenoble, devrait atteindre sa pleine capacité d'ici à 2026 et permettre de produire jusqu'à 620 000 nouvelles plaques par an — tandis que le site actuel en génère 550 000 chaque année.
- La nouvelle usine devrait générer environ 1 000 emplois sur le site de Crolles.
- Cette annonce s'inscrit plus largement dans la volonté de l'UE de rattraper son retard en la matière et de faire passer la part du continent dans le marché mondial des microprocesseurs de 10 à 20 % d'ici à 2030.
- Pour ce faire, la Commission européenne a présenté en février dernier un projet de règlement sur les semi-conducteurs, le « Chips Act », reposant sur trois piliers : le renforcement à grande échelle des capacités de production et de l'innovation dans les puces de pointe, un nouveau cadre pour attirer les investissements et assurer la sécurité de l'approvisionnement et un mécanisme de coordination entre les États-membres et la Commission pour surveiller l'évolution du marché et anticiper les crises.
- « *Il y a une dynamique d'investissement sur laquelle la France et l'Europe doit se positionner* », a indiqué la présidence française aux journalistes alors que se tient actuellement « Choose France », traditionnel sommet sur l'attractivité du pays.
- En tout, ce sont 16 milliards d'investissements publics et privés sur lesquels table Paris dans le domaine de l'électronique, avec l'objectif de doubler la capacité de production du pays en composants critiques.





Les minorités Hongroises

Analyse: L. Deffenain, Euroactive, 2021.

Pour ces raisons, le Premier ministre use d'astuces juridiques pour assurer la protection des Hongrois vivant à l'étranger. Grâce à la Loi fondamentale, Viktor Orbán a fait adopter des législations sur la nationalité et le droit de vote. Dès lors, les Hongrois outre-frontières peuvent voter et participer à la politique du pays. Il s'est avéré que la majorité de ceux-ci se prononcent en faveur du Premier ministre en fonction. Cette ruse juridique inquiète notamment l'opposition libérale. Ferenc Gyurcsány, ancien Premier ministre de la Hongrie, a affirmé qu'« avec le vote des minorités ils (les membres du Fidesz) veulent s'assurer de rester au pouvoir pendant des décennies ».

L'activisme hongrois ne nourrit pas seulement la nation, mais peut s'apparenter à une forme d'ingérence pour les pays voisins en alimentant les revendications nationalistes des hongrois à l'étranger. En effet, le Premier ministre octroie également des bourses d'enseignements et des aides financières en faveur du maintien et du développement de la culture et la langue hongroise. Le discours sur les Hongrois à l'étranger s'apparente ainsi à une sorte de politique de mémoire qui fait référence à une époque où toute la nation hongroise ne faisait qu'une.

Il était une fois une terre de montagnes derrière l'interminable plaine du Danube. Une terre faite de « trésors naturels » dont « l'Occident a privé la Hongrie », « violant des frontières millénaires » pour forcer les Hongrois à vivre derrière des « frontières indéfendables » transformant leur nation en « couloir de la mort ».

Ainsi s'est exprimé le premier des Hongrois, Viktor Orbán, samedi 6 juin, pour commémorer la « tragédie nationale » que représente le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920 dans l'annexe du château de Versailles, et qui représente toujours une plaie saignante pour une bonne partie des Hongrois, cent ans plus tard.

Le Monde, 2020.



Le problème catalan

Chronologie:

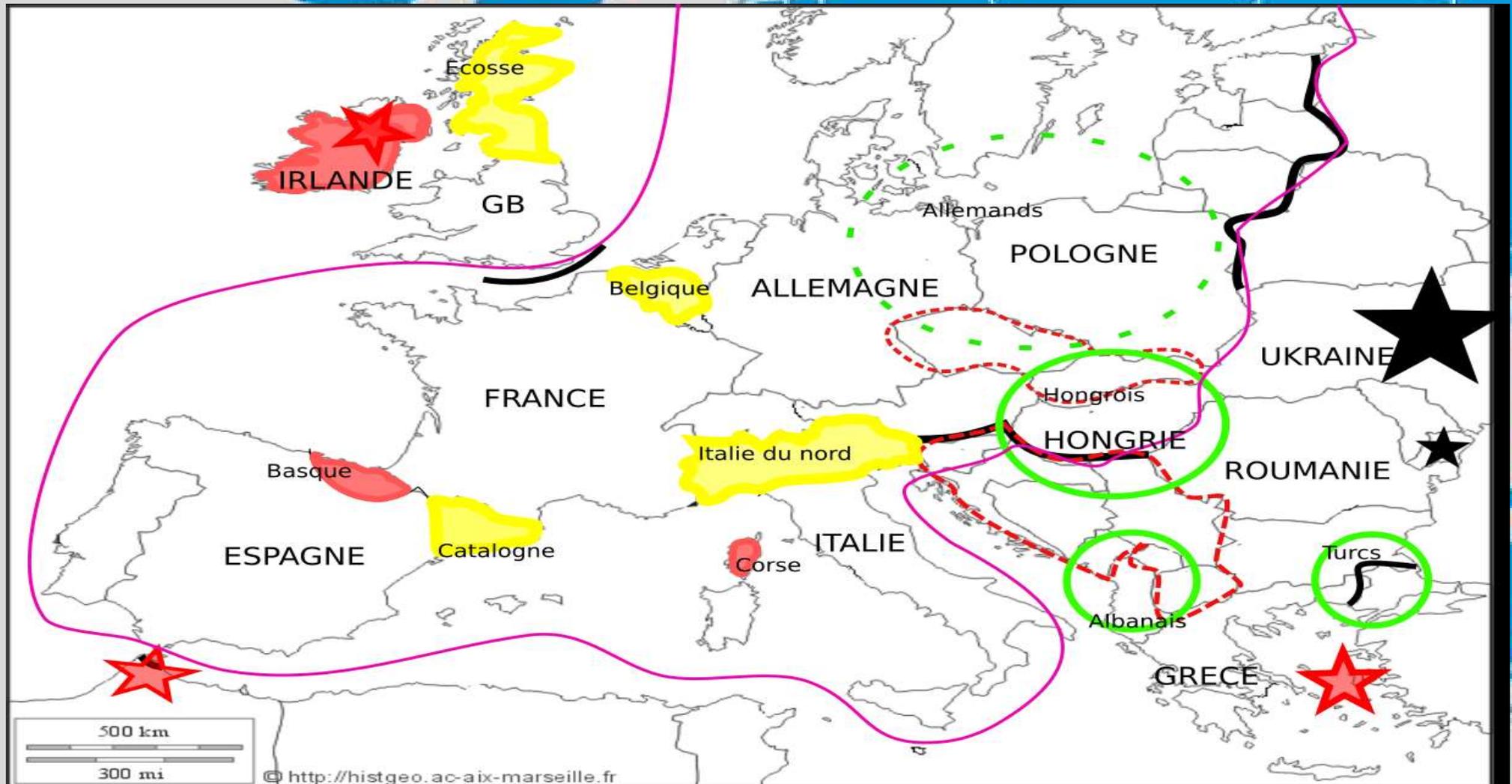
2010: loi de décentralisation accordant une plus grande autonomie à la Catalogne.

2014: le parlement Catalan organise un referendum d'autodetermination. 80% de oui mais 60% d'abstention.

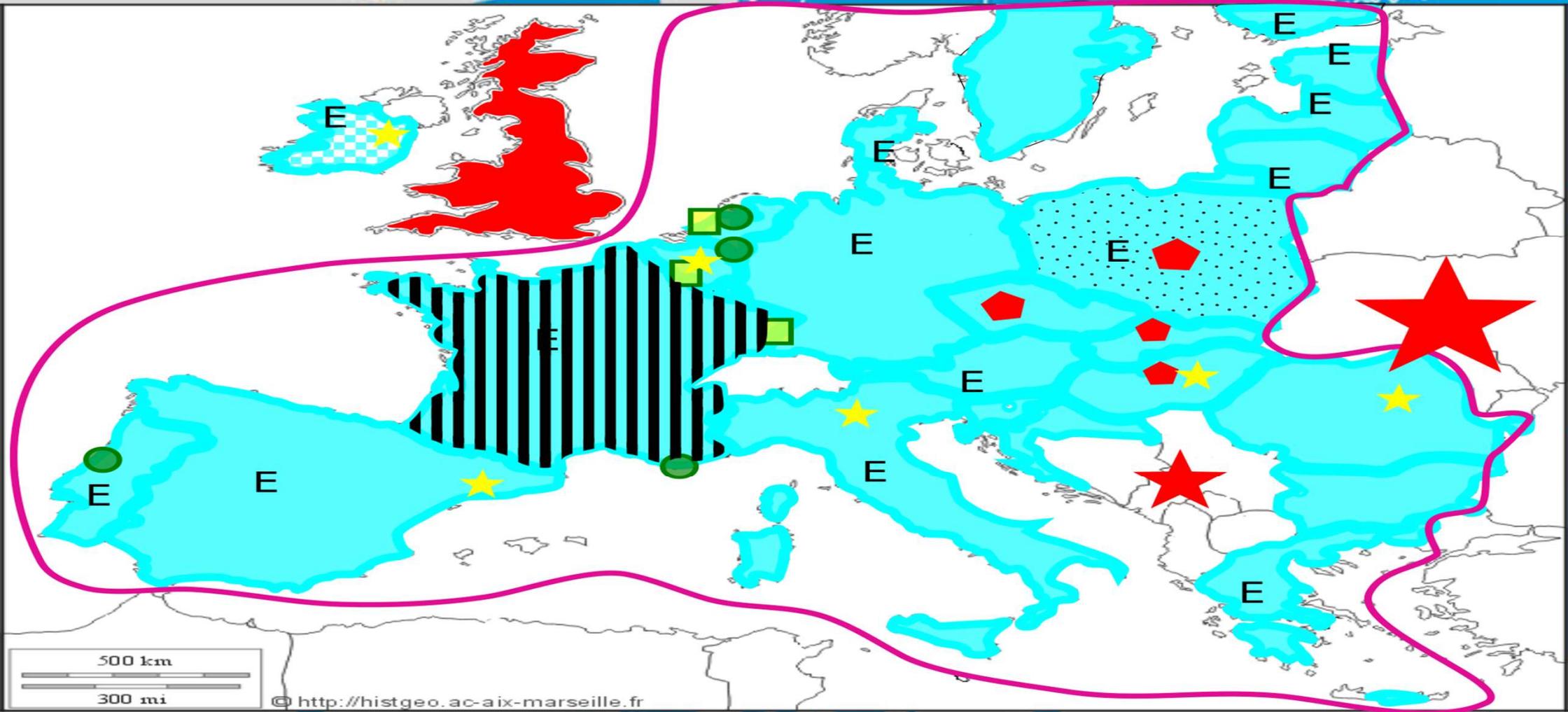
2017: - second referendum, jugé « illégal » par Madrid.
- déclaration d'indépendance par le parlement Catalan.
- dissolution du parlement par Madrid, poursuites et emprisonnement des leaders indépendantistes.

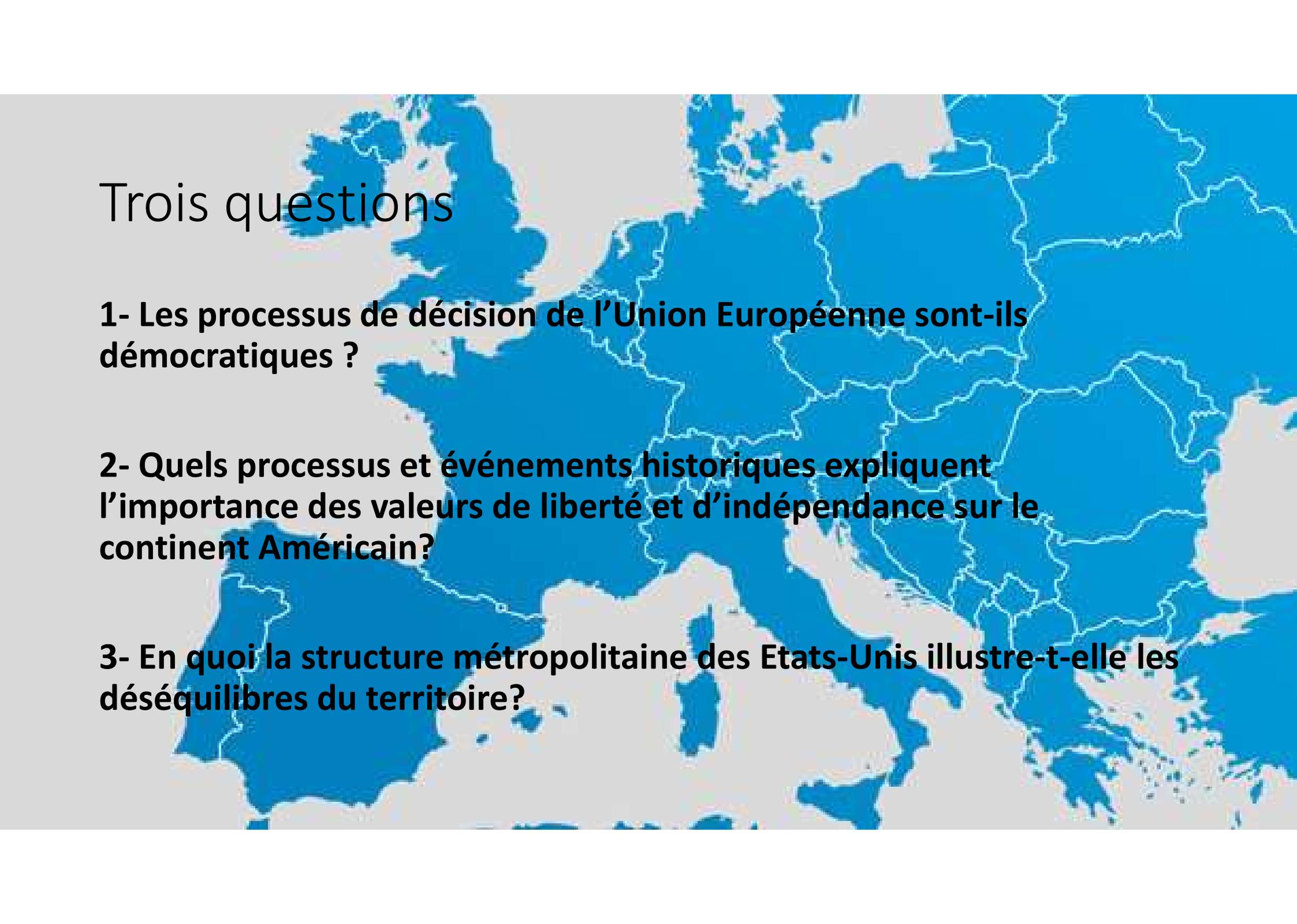


Frontières et minorités en Europe



La construction européenne face à l'obstacle de la Nation





Trois questions

1- Les processus de décision de l'Union Européenne sont-ils démocratiques ?

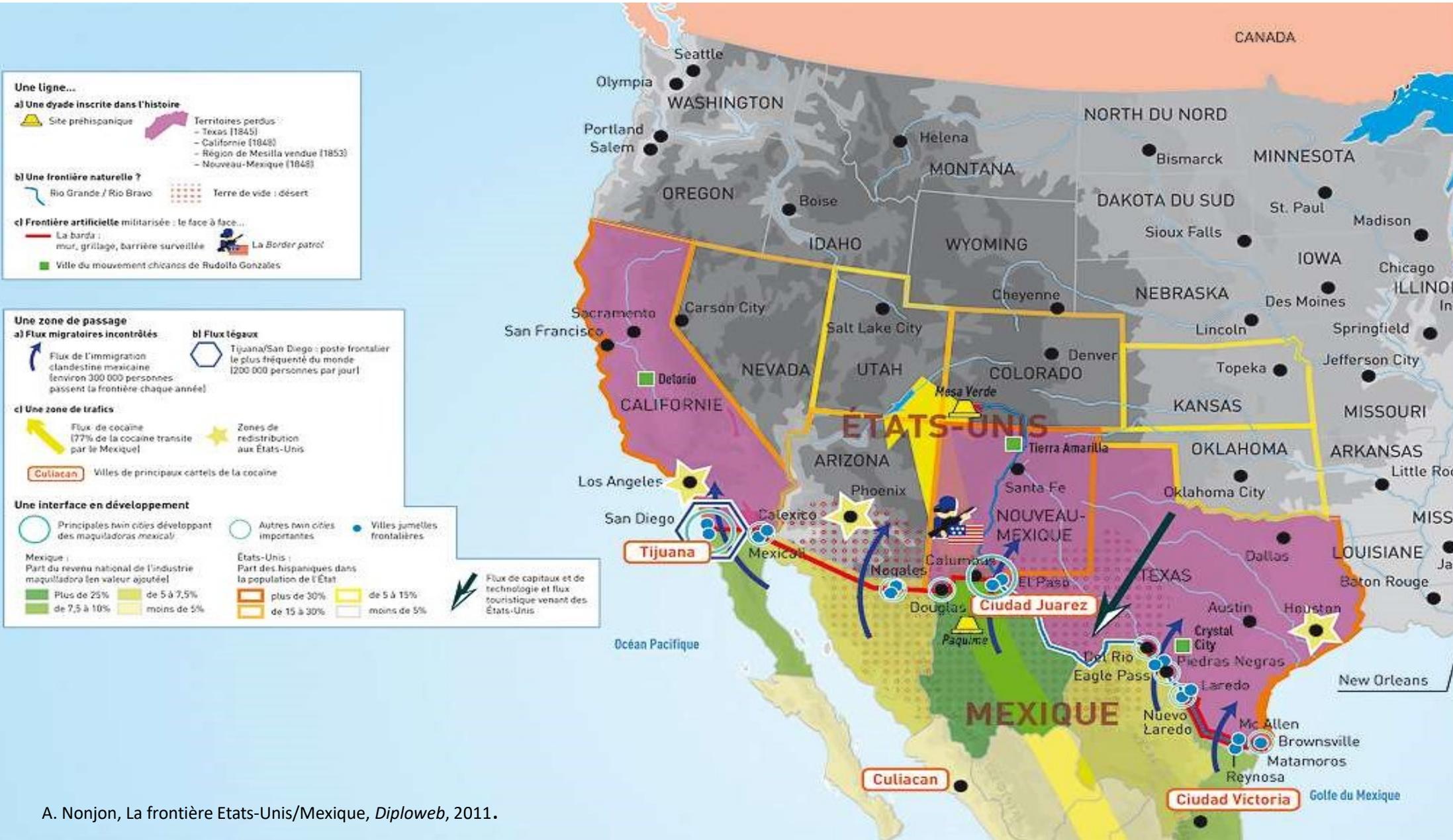
2- Quels processus et événements historiques expliquent l'importance des valeurs de liberté et d'indépendance sur le continent Américain?

3- En quoi la structure métropolitaine des Etats-Unis illustre-t-elle les déséquilibres du territoire?

Commentaire de carte: La frontière Etats-Unis/Mexique

Vous commenterez cette carte à l'aide de vos connaissances de première et de deuxième années en réalisant une introduction (présentation de la carte, des enjeux qu'elle présente, problématique, plan), puis un plan en plusieurs parties. Vous n'oublierez pas de commenter les insuffisances ou les partis-pris de cette carte si il y en a.





A. Nonjon, La frontière Etats-Unis/Mexique, *Diploweb*, 2011.

L'Allemagne à la recherche de migrants qualifiés

L'Allemagne a accouché dans la douleur d'une loi sur l'immigration des travailleurs qualifiés en juin dernier. Considérée comme l'un des rares succès de la coalition dirigée par Angela Merkel, elle entrera en vigueur le 1^{er} mars prochain.

Lors de sa visite officielle à New Delhi la semaine dernière, Angela Merkel en a assuré le service après-vente. L'Inde est « certainement intéressée à envoyer des travailleurs qualifiés en Allemagne », a-t-elle remarqué en signalant la porte d'entrée : les chambres de commerce et d'industrie. Quelques semaines plus tôt, son ministre de la Santé, Jens Spahn, avait déjà signé un accord avec le gouvernement mexicain pour le recrutement de personnel soignant.

L'Allemagne manque cruellement de travailleurs qualifiés dans de nombreux domaines. Le secteur « tech » et la santé ont été les premiers à sonner le tocsin outre-Rhin. Près de 1,2 million de postes seraient actuellement à pourvoir en Allemagne. Pour faire face au vieillissement de la population, le seul secteur de la santé aurait besoin de 130.000 personnes supplémentaires d'ici à 2030, selon un rapport de la caisse d'assurance-maladie AOK. La Fédération des industries allemandes (BDI) annonce de son côté une pénurie de 900.000 informaticiens en Europe d'ici à dix ans.

Avec sa nouvelle loi, le gouvernement allemand vise à élargir le spectre et recruter 25.000 migrants qualifiés chaque année. Ce qui reste dix fois moins que ce qui serait nécessaire, selon un rapport publié en 2018 par la fondation Bertelsmann.

En pratique, la loi donnera un droit de séjour de six mois aux « travailleurs qualifiés » de pays non-membres de l'Union européenne pour trouver un emploi ou un stage. Surtout, les entreprises ne seront plus obligées de démontrer qu'il n'y a pas de candidat allemand ou communautaire avant d'embaucher un spécialiste d'un autre pays ; une procédure que l'industrie avait déjà critiquée, en pleine vague d'intégration des réfugiés arrivés depuis 2015.

Les Echos, 2019.